



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-11-1/2022-11-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} décembre.

Nairobi : les groupes armés présents aux pourparlers de paix acceptent de déposer les armes. Les représentants des groupes armés actifs dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Maniema et Tanganyika présents aux pourparlers de Nairobi ont accepté de déposer les armes. Ils ont donné leurs positions lors d'une rencontre, mercredi 30 novembre, avec le facilitateur de l'EAC pour le processus de paix dans l'Est de la RDC, Uhuru Kenyatta. Après près de dix heures d'échanges marathon, Uhuru Kenyatta, a déclaré que tous ont accepté de désarmer et de donner la chance au processus de paix. Cependant, ces groupes armés ont fait des propositions pour sortir de la crise sécuritaire qui sévit dans l'Est de la RDC. Le groupe armé « CODECO » de l'Ituri a soumis au facilitateur de l'EAC et au gouvernement congolais la demande de prendre les mesures nécessaires pour exiger au groupe armé d'auto-défense « Zaïre » de déposer aussi les armes et de cesser d'attaquer ses positions. Le groupe armé « Zaïre » n'est pourtant pas représenté à Nairobi. Les groupes armés du Maniema souhaitent, le respect effectif des accords signés entre les groupes armés, les communautés, le gouvernement et l'entreprise « Banro » sur l'exploitation minière dans cette province. Ceux du Tanganyika sollicitent la sécurité de la communauté « TWA ». Les groupes armés du Sud-Kivu ont proposé la reprise des pourparlers entre les communautés « Bembe » et « Banyamulenge » ; d'autres le désarmement de tous les groupes armés étrangers dans la province. Les groupes armés du Nord-Kivu, ont demandé au facilitateur que soient désarmés les FDLR, les ADF et le M23.

Nord-Kivu : au moins 42 civils tués par le M23 dans plusieurs localités de Rutshuru. Ces tueries et enlèvements ont été perpétrés en l'espace d'une semaine : « Nous sommes devant un drame humanitaire inqualifiable dans le territoire de Rutshuru. Dans la chefferie de Bwisha, groupement de Binza, 12 personnes ont été sauvagement tuées par ces rebelles. Le groupement de Tongo, dans le village qu'on appelle Mburamazi, 8 personnes ont été sauvagement tuées. Hier, 16 personnes ont été tuées dans la chefferie de Bwito, dans le groupement Bambo, village Kishishe. Et encore la nuit d'hier, au moins 6 personnes ont été enlevées, dans le groupement de Kisigari, village Rubare, le milieu aujourd'hui administré et occupé par le Rwanda et l'Ouganda, sous couvert du M23. Cela nous écœure par ce que ces criminels ne sont pas à leur premier forfait. Cela nous amène à demander à la communauté internationale de ne pas continuer à donner carte blanche d'impunité à ces criminels, en forçant le gouvernement de la RDC à dialoguer avec eux pour les gratifier alors que les victimes n'ont personne pour les écouter » a martelé l'élú de Rutshuru.

Lubumbashi : la CNDH déplore le meurtre d'un pasteur par des taximen motos. L'agent de la mairie de Lubumbashi avait été pris à parti par certains taximen moto alors qu'il interdisait leur circulation dans le centre-

ville conformément à la décision de la mairie. Le pasteur, lui, a été battu à mort par un groupe des taximen moto après une altercation qu'il avait eu avec un de leurs, rapportent des sources locales. La vindicte populaire, devenue monnaie courante chez des taximen moto, est une barbarie. « La CNDH recommande au procureur général près la cour d'appel du haut Katanga de poursuivre tous les auteurs de ces deux faits et de les déferer rapidement devant le tribunal pour qu'ils soient jugés publiquement et condamnés conformément à la loi.

Journée mondiale de lutte contre le sida : l'OMS appelle à mettre fin aux "inégalités". Dans son message, la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique a déclaré : « Ne laissons pas le Sida glisser au bas de la liste des priorités en Afrique ». Le thème retenu pour cette année « Égalité maintenant », nous enjoint à agir toutes et tous contre les inégalités qui alimentent l'épidémie et freinent les progrès pour mettre fin au Sida.

Ituri : déplacement massif de la population dans les chefferies de Boga et Tchabi à la suite de l'activisme des ADF. La dernière vague de ces déplacés a quitté le 30 novembre le village de Malaya où les ADF avaient pris en otage, la veille, des dizaines de personnes que les forces militaires conjointes Fardc-UPDF ont pu libérer. D'autres habitants ont fui la semaine dernière après les attaques des ADF aux villages de Bakoga et Mitimba où deux personnes ont été tuées. De nombreux habitants qui venaient de retourner dans leurs villages après des précédents conflits armés, se déplacent à nouveau vers Bunia et d'autres s'installent en Ouganda.

Nord-Kivu : 5 maisons détruites et d'autres inondées par la pluie à Kasindi. La Société civile du secteur de Ruwenzori, renseigne que parmi ces maisons endommagées, figurent celles des familles d'accueil des déplacés et des abris de ceux qui sont dans des sites. Ces déplacés sont venus de différentes localités confrontées à la guerre.

Les partis politiques doivent redonner plus de pouvoir à leurs institutions internes pour plus de redevabilité aux militants (rapport Ebuteli-GEC). Selon ce rapport, 32 ans après la fin du parti unique, la RDC compte plus de 600 partis politiques dont 37 partis et regroupements politiques représentés à l'Assemblée nationale au cours de cette législature. « Toutefois, la démocratie multipartite a fourni peu de résultats concrets en RDC. Des partis politiques sont restés généralement un moyen pour leurs dirigeants d'accumuler des ressources financières et de distribuer des postes par favoritisme », peut-on lire dans cette étude d'Ebuteli et GEC. Ce document met à nu les failles structurelles dont souffrent les formations politiques, notamment le PPRD et UDPS. Ainsi, Ebuteli et le GEC recommandent au PPRD et à l'UDPS, mais aussi à tous les autres partis politiques congolais de redonner plus de pouvoir aux institutions internes pouvant rendre les responsables plus redevables devant leurs partisans et électeurs. Ces deux grands partis devraient également concevoir des programmes politiques clairs et réalistes.

Goma : les experts militaires de l'EAC et la Monusco optent pour l'usage de la force contre les groupes armés réfractaires au processus de paix. Cette option a été levée à l'issue de travaux tenus, du 28 au 30 novembre à Goma (Nord-Kivu). « Le groupe de travail des experts de la défense ont abouti à l'élaboration d'un arrangement technique, qui définit le cadre de collaboration et de coordination entre la force régionale et Monusco en attendant le nouveau mandat de cette dernière. L'arrangement technique a mentionné l'option de l'usage de la force contre tout groupe armé ou terroriste réfractaires à la décision des chefs d'Etat de la région ». Le document consacrant ce cadre de collaboration sera soumis à la décision des chefs d'Etat membres de l'EAC. En attendant, la force régionale se déploie, dès cette semaine déjà, sur le front contre la rébellion du M23 à Kibumba.

Goma : le président du tribunal de grande instance et son greffier recherchés par la justice pour usage de faux, dans le dossier qui oppose la Communauté Islamique au Congo, (COMICO) au citoyen Kaputula Pene Faraj Ali Idjumi. Ils auraient fabriqué un jugement en défaveur de la COMICO prétextant qu'il avait été rendu en date du 11 novembre et que les juges Amuri Mukakala et Mutombo Kankolongo De Paul, faisaient partie de la composition avec le concours du magistrat Kahasa Claver en qualité de ministère public. Or, les deux juges précités n'ont jamais participé au délibéré, ni à la rédaction ni au prononcé du dit jugement.

Tshopo : tenue de la revue annuelle 2022 du programme de coopération RDC-Unicef. Plus de cinquante personnes venues du Bas-Uélé et de la Tshopo doivent établir l'état des lieux des différentes activités menées en 2022 dans les domaines d'intervention de l'Unicef, notamment l'éducation, la protection, la santé, la nutrition, l'eau, hygiène et assainissement. Le Chef de Bureau de l'Unicef à Kisangani, appelle les participants à mener un débat constructif dans l'assiduité. Le ministre provincial du Plan félicite, exhorte par ailleurs les participants à cette revue à travailler d'arrache-pied de façon à atteindre les objectifs assignés.

Nord-Kivu : reprise des combats entre les Fardc et le M23 sur l'axe Bambo-Kibirizi. Selon les sources administratives à Kibirizi, ces combats auxquels se mêlent les groupes armés venus des territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale, provoquent une panique dans cette agglomération qui avait déjà accueillis plusieurs déplacés en provenance de Bambo et Tongo. Elles parlent de plus de 100 civils qui auraient été tués. **Bukavu : marche pacifique de l'Eglise catholique contre l'agression rwandaise.** Cette manifestation est une initiative de l'archevêque de Bukavu pour dénoncer l'agression de la RDC par le Rwanda. Pour Mgr Francois Xavier Maroy, « ceux qui marchent ne sont pas de fous, ni de désœuvrés, mais des personnes qui aiment leur patrie, et qui veulent signifier au monde entier que la RDC n'est pas à vendre, ni un bien abandonné. Nous voulons marquer notre solidarité avec tous nos frères qui souffrent et qui sont privés de leurs biens. **Alice Wairimu préoccupée de l'impact des combats entre Fardc et M23 sur les civils.** La conseillère spéciale de l'ONU pour la prévention du génocide, a cependant exhorté les parties au conflit de travailler à la recherche d'une solution politique qui apportera une paix durable à la RDC. Elle a regretté que la situation sécuritaire soit alarmante dans l'Est comme dans l'Ouest de la RDC qui pourtant se prépare aux élections nationales en 2023. **Masisi : arrivée massive des déplacés de Bwito à Kitshanga.** La cité de Kitshanga, dans le territoire de Masisi accueille, depuis plus d'une semaine, des milliers de déplacés de la chefferie de Bwito, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). L'arrivée de ces déplacés a déjà des incidences négatives sur le prix des produits vivriers. Une mesure de haricot qui se vendait à 1 500 FC revient 3 000 FC. Un sac de braise qui se vendait à 30 000 FC est passé à 60 000 FC.

Le Vatican annonce l'arrivée du Pape François en RDC le 31 janvier 2023. À son arrivée, après la visite de courtoisie au président Tshisekedi, il rencontrera les autorités, la société civile et le corps diplomatique au palais de la Nation et y prononcera un discours. Le lendemain, 1er février, il célébrera la messe à l'aéroport de Ndolo dans la matinée. Dans l'après-midi, il rencontrera des victimes des violences dans l'Est du pays et des représentants de certaines œuvres caritatives. , l'occasion pour lui, à chaque fois, de prononcer un discours, précise Vatican News. Le 2 février, une rencontre entre le Pape et les jeunes et les catéchistes est prévue au stade des Martyrs. L'après-midi, il participera dans la cathédrale Notre-Dame du Congo à une rencontre de prière avec les prêtres, les diacres, les personnes consacrées et les séminaristes, avant de s'entretenir en privé avec les jésuites du Congo.

Le 3 février, avant de quitter la RDC, il s'entretiendra avec les évêques congolais au siège de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). Il poursuivra ensuite son voyage au Soudan.

Nord-Kivu : 1 488 nouvelles infections du VIH/SIDA enregistrées depuis janvier. Lors du lancement des activités commémoratives de lutte contre le VIH/SIDA dans cette province, le PNLS affirme enregistrer de janvier à fin octobre, 22 788 cas contre 21 300 l'année dernière. Il justifie cette hausse de cas par la résurgence de l'insécurité au Nord-Kivu, mais aussi l'abandon de traitement par le PVV notamment. La menace du SIDA plane toujours sur la population du Nord-Kivu, malgré la prise en charge gratuite des anti-retro viraux « ARV ». Les zones de santé les plus affectées sont celles de Karisimbi, Beni, Butembo, Goma, Mutwanga et Rutshuru. **Lutte contre le Sida : plus de 540 000 personnes vivant avec le VIH recensées en RDC,** dont plus de 440 000 sous traitement antirétroviral, ont enregistrées en RDC. Le directeur du programme national de lutte contre le Sida (PNLS) a assuré que la lutte continue pour que cette pandémie ne soit plus une menace de santé publique en RDC d'ici à 2030. « L'état actuel de la lutte contre le VIH-Sida dans notre pays est bon ». Il a encouragé la communauté à lutter contre la discrimination et la stigmatisation à l'égard des personnes vivant avec le VIH (PVV).

Kindu : colloque de sensibilisation sur les missions de la CNDH. Selon le conseiller juridique national de la Commission nationale des droits de l'homme, cette séance est due au constat selon lequel les droits de l'homme sont constamment violés à travers le pays : « Nous avons bien voulu rappeler aux différents intervenants ce que c'est la CNDH pour que les autorités publiques puissent constamment se rappeler qu'ils existent une institution nationale des droits de l'homme chargée de veiller au respect desdits droits ».

Beni : mise en place du comité de suivi du projet du dialogue pour la paix. L'ONG « Pole Institute » a organisé, le 30 novembre, cette activité dans le cadre de son projet intitulé « dialogue démocratique pour la paix à Beni ». Exécuté avec l'appui financier de la Monusco, ce projet entend rapprocher des administrés des autorités locales pour faire assoir une paix durable à Beni. Cette activité a connu la participation des autorités militaires, policière, les acteurs de la société civile, les représentations des femmes et des structures des jeunes de Beni.

Goma : la police réprime une manifestation des mouvements citoyens. Ces organisations pro démocratie manifestaient contre l'entrée des troupes ougandaises en RDC pour le compte de la force régionale de l'EAC. La police a mis la main sur quelques initiateurs de cette marche et 7 journalistes qui couvraient cette manifestation ont également été interpellés avant d'être relâchés un peu plus tard. Le maire de Goma aurait interdit cette marche qui, selon lui, viole les restrictions de manifestations publiques, édictées dans le cadre de l'état de siège.

Vendredi 2 décembre.

Des députés du Grand-Katanga soupçonnent la Ceni de préparer la fraude électorale. Le Rassemblement des députés Katangais dénonce notamment l'augmentation de nombre de centres d'identification et enrôlement des électeurs dans l'espace Kasai et leur diminution à Kinshasa et dans le Grand- Kivu. Les députés du RDK ont ainsi invité la CENI à mettre en place les conditions pour des élections transparentes et crédibles.

Le ministre des Ressources hydrauliques attendu au Sénat. Le Sénat a approuvé, l'interpellation du ministre des Ressources hydrauliques et Electricité. L'auteur de cette initiative parlementaire, Denis Kambayi reproche au ministre la non reprise des travaux de construction de la centrale hydroélectrique de Katende (Kasai-Central).

Journée mondiale du Sida : plus de 100 000 PVV recensées en Ituri, soit 5% de la population de cette province estimée à plus de 2 millions. Parmi les facteurs à la base de cette situation, la persistance de l'insécurité et ses conséquences dont la pauvreté et les violences sexuelles. Le responsable section VIH/Sida/Monusco, estime qu'il faut une conscience collective pour réduire les inégalités et combattre la stigmatisation des PVV. Il encourage ainsi le dépistage volontaire pour éviter la propagation de cette maladie. **Sud-Kivu : 11 060 nouveaux cas de contamination au VIH/Sida entre septembre et novembre.** Le médecin et agent de lutte contre le VIH/Sida au Sud-Kivu indique que les trois zones de santé urbaines de la ville de Bukavu ont enregistré plus de 5 600 cas positifs au VIH/Sida qui sont placés sous ARV. La ville d'Uvira vient en deuxième position avec plus de 3 800 cas, suivie de Fizi avec 1 660 cas détectés en trois derniers mois. Il attribue cette recrudescence au relâchement observé de la part des partenaires engagés dans la lutte depuis l'avènement de l'autre pandémie à COVID-19.

Le BCNUDH documente 429 violations aux droits de l'homme en octobre 2022. Les agents de l'Etat ont été responsables de 171 violations documentées en octobre. Parmi eux, les agents de la Police nationale et les Fardc ayant commis 136 violations. Les groupes armés sont responsables de 258 atteintes aux droits de l'homme. Au moins 210 personnes dont 13 femmes ont trouvé la mort, dans les provinces affectées par les conflits, où 369 violations et atteintes ont été documentées. « Ceci reflète une augmentation d'au moins 65% du nombre d'exécutions sommaires commises par les membres des groupes armés ». Cette situation est due à l'activisme des ADF et groupes armés dans le Grand-Nord et l'Ituri.

Processus de Nairobi : début des travaux en groupe ce vendredi pour constituer une feuille de route. Avec l'appui de la facilitation, ces travaux devraient déboucher sur la mise en place d'une feuille route nationale. L'objectif de ces groupes est de consolider le soutien à la participation des communautés dans le processus de paix, différencier les groupes armés nationaux aux groupes armés étrangers, dégager les liens existants entre les conflits et l'exploitation des ressources naturelles de la RDC, et en suite mettre en place une feuille de route par territoire et par province. Cette feuille route devrait être consolidée pour ressortir une feuille de route nationale.

Kinshasa : les Fardc accusent le M23 et le Rwanda d'attaquer leurs positions malgré le cessez-le-feu. Pour le porte-parole militaire des Fardc : « Cette offensive, déclenchée par les Forces de défense du Rwanda, démontre à suffisance, les intentions belliqueuses du pouvoir de Kigali, déterminé à saboter les décisions des Chefs d'Etat de la sous-région ainsi que les initiatives de l'Union africaine, des Etats de l'Afrique de l'Est et de la communauté internationale, pour le retour de la paix et de la sécurité dans la partie orientale de la RDC ». Sur le terrain, par des combats dans le territoire de Rutshuru, l'armée Rwandaise et le M23 continuent à renforcer leurs positions.

Kinshasa: le gouvernement organise le 5 décembre une journée spéciale de collecte de fonds en faveur des déplacés. Cette journée va consister à un appel de fonds qui va se dérouler sous forme de téléthon. Il s'agit d'une émission de télévision en direct et durant laquelle, les personnes de bonne volonté vont soit exprimer leurs intentions de donner de fond soit mettre à disposition sur place au plateau de la RTNC de fond pour aider les déplacés de guerre. Le ministre des Affaires sociales et Action humanitaire a rappelé que la RDC traverse un drame humanitaire avec, cinq millions six cent mille déplacés internes sur toute l'étendue du pays. Cette situation s'est aggravée avec les récents déplacés de Rutshuru, dans le Nord-Kivu. C'est ce qui justifie l'appel à la solidarité lancé par le chef de l'Etat lors de cette journée du 5 décembre.

Chômage à Kinshasa : la jeunesse du parti politique CNC appelle à la création des écoles de métiers. Lors de la rencontre du Chef de l'Etat avec la jeunesse, le représentant de la jeunesse du CNC a proposé de réduire le taux de chômage des jeunes en RDC par la création des écoles des métiers : « tout le monde n'est pas appelé à

aller à l'Université. Voilà pourquoi, nous avons proposé la création des écoles des métiers pour occuper cette jeunesse ».

Nord-Kivu : un calme précaire sur les lignes de front. Des affrontements y ont été enregistrés le 30 novembre et 1^{er} décembre. Des tueries des civils ont aussi été signalées ces deux jours dans ces localités. Ce qui a occasionné un déplacement massif de la population de Kibirizi vers Kanyabayonga dans le grand nord. Pendant ce temps, les sources concordantes affirment que les Fardc contrôlent toujours les localités de Kashala, Kirima, Kibirizi et le pont Rwindi, où ils ont réussi à stopper l'avancée des rebelles du M23.

Ituri : 4 civils massacrés par des inconnus dans un quartier périphérique de Bunia. Quatre personnes, membres d'une même famille, ont été tuées à l'arme blanche par des inconnus, dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre à Kolomani dans le quartier Mudzi-Pela. Les voisins des victimes n'ont rien vu ni rien entendu. Il n'y a aucune précision sur l'identité des auteurs et le mobile de ce crime qui suscite la colère de certains habitants de ce quartier.

Nord-Kivu : des enfants parmi les victimes des tueries de Kishishe. Parmi les victimes des tueries attribuées aux rebelles du M23 à Kishishe la semaine dernière, figurent 3 enfants qui avaient trouvé refuge dans une église avec leurs parents. 61 autres personnes, cachées dans cette église, ont été tuées, affirme un notable de cette localité.

Pour ce leader local, ces crimes sont l'œuvre des rebelles du M23 et non des Maï-Maï Nyatura ni des FDLR.

Haut-Katanga : 5 présumés meurtriers, d'un pasteur, présentés au gouverneur de province. Le pasteur Jérémie a été battu à mort par les taximen motos à la suite d'une discussion avec l'un d'eux qui l'a transporté et qui accusait l'infortuné de vouloir lui ravir la moto. Le gouverneur du Haut-Katanga, a fustigé ce comportement et demandé à la justice de faire son travail pour que les coupables répondent de leurs actes. Après le meurtre du pasteur, les services de sécurité ont mis la main sur ces cinq taximen motos, présumés auteurs de ce drame.

Maniema: la DGRMA lance la campagne du recouvrement forcé des imprimés de valeur. La Direction générale des recettes du Maniema a lancé, le 1^{er} décembre, la campagne de recouvrement forcé des documents CCTO et des vignettes pour les motos et véhicules ainsi que les baleinières. Cette opération de deux semaines se déroule sur l'ensemble de la province.

Sud-Kivu : 12 corps sortis des décombres après un éboulement de terre à Kalehe. Une onzième pluie torrentielle s'est abattue à la fin du mois de novembre dernier à Kaloba, village de Murambi. Au total douze corps inertes, dont des femmes et des enfants ont été sortis des décombres. Les recherches se poursuivent. A cause de ces pluies torrentielles, le territoire de Kalehe est désormais totalement enclavé.

Kisangani : 6 étudiants blessés par balle lors d'une intervention de la police nationale. Ces agents de l'ordre rétablissent l'ordre public à la suite des manifestations des étudiants qui protestaient contre la date limite des cours fixée au 5 décembre, date à laquelle les examens de la 1^{ère} session de l'année en cours devraient commencer. Or, selon les manifestants, certains cours n'étaient pas encore achevés. Des accrochages ont alors éclaté entre les forces de l'ordre et les étudiants. Six étudiants ont été blessés par balle. Après ces incidents, le comité de gestion de l'Unikis a sorti un nouveau calendrier des examens qui débiteront le 19 décembre courant.

Ituri : 64 Fardc renforcées en capacité technique et tactique des combats. Ils ont achevé cette formation de 45 jours à Rwampara, situé à 12 km de Bunia. Cette formation a été assurée par l'unité spéciale des forces guatémaltèques de la Monusco. Cette remise à niveau a porté sur les combats dans la jungle, la progression dans une section, la réaction sous le feu ennemi ainsi que les techniques des combats dans une zone urbaine.

Maniema : présentation de 10 présumés bandits armés au gouverneur, dont deux femmes et un policier. Ces présumés voleurs ont commencé à opérer depuis juin dernier dans différents quartiers de la ville de Kindu.

Kongo-Central : la police nationale dotée de 34 engins roulants. Ce charroi roulant est composé de 10 motos, 10 voitures et 14 Jeeps de marque Toyota Land cruiser 4x4 dont une ambulance médicalisée.

Samedi 3 décembre.

Rutshuru : après l'accalmie, des craintes sur les éventuels combats entre Fardc et M23. Un calme précaire règne dans cette contrée où la population vit toujours dans la psychose. L'armée a constitué un important verrou pour empêcher le M23 de couper l'axe Rwindi-Kibirizi-Nyanzale. Cependant, cette zone est vidée de la majorité

de sa population au lendemain de tueries perpétrées par le M23 à Kishishe. La tension se poursuit dans le territoire de Rutshuru alors que les pourparlers de Nairobi se poursuivent en vue de trouver des pistes de solutions de paix.

Nord-Kivu : une accalmie observée à Kishishe et ses environs ce 3 décembre. Deuxième jour d'accalmie ce samedi 3 décembre dans les localités de Kishishe, Kirima, Lushebere et aux alentours dans le groupement Bambo, de la chefferie de Bwito à Rutshuru.

Kinshasa : le BCNUDH plaide pour la mise en œuvre de la loi sur la protection des droits des personnes vivant avec handicap. La journée des personnes vivant avec handicap ce 3 décembre est marquée en RDC par l'entrée en vigueur de la loi organique portant protection des droits de ces personnes. Pour le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, il faudrait que cette loi soit maintenant mise en œuvre. « Les dispositions de la loi qui seront prises succinctement vont permettre de créer les conditions d'accessibilité dans l'ensemble des services pour les personnes vivant avec handicap. L'accessibilité est un point important pour ces personnes. Que ce soit, l'éducation à l'emploi, à certains services sociaux de base ».

Albert Yuma : « Le climat des affaires demeure préoccupant pour les opérateurs qui se lancent dans le secteur énergétique » « Il y a toujours une parafiscalité qui accroît le coup facteur de production et ne permet pas réellement qu'on puisse livrer à la population, l'énergie électrique à des tarifs compatibles avec le pouvoir d'achat » Pour développer ce secteur, il faudrait accélérer l'opérationnalisation de l'Agence nationale de l'électricité en milieu rural (ANSER), combattre le vol des câbles électriques et le sabotage des projets privé dans ce secteur.

Maniema: Tommy Tambwe en mission pour identifier les besoins de stabilisation de cette province. Le Coordonnateur national du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (DDRC-S), indique : « Nous sommes venus pour deux opérations spécifiques. La première, c'est de travailler avec les communautés, avec les autorités, pour que nous puissions avoir les avis de toutes les parties prenantes. Le PDDRC-S est un programme qui travaille avec les communautés, pour les communautés et pour les besoins des communautés. » La deuxième opération est d'identifier avec les communautés locales, les besoins pour la stabilité du Maniema. Pour lui « l'heure est à la paix, l'heure est arrivée où les fils ou filles du Maniema doivent construire ensemble la paix, la sécurité, la stabilité et le développement ». **Maniema : le gouverneur Afani Idrissa satisfait du démarrage du processus DDRC-S.** Le gouverneur se réjouit du processus d'identification de tous les groupes armés actifs dans cette province, pour leur intégration au programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation. Il parle d'un soulagement de voir le Maniema aligné dans ce programme qui va permettre d'instaurer une paix durable qui va susciter le développement de cette province. Il demande à toute la population de s'en approprier. A travers son volet de relèvement communautaire, le programme DDRC-S va mettre en place des projets communautaires qui vont participer au développement du Maniema.

Kinshasa : la communauté des peuples autochtones pygmées célèbre la promulgation de la loi sur la protection et la promotion de leurs droits, par le chef de l'État, depuis le 14 novembre 2022. A travers des danses sur fond de la musique traditionnelle, ces membres de la communauté des peuples autochtones pygmées ont célébré l'adoption de la loi qui, d'après les experts, symbolise l'indépendance pour ces premiers habitants de la RDC. « Au travers cette loi, tout enfant pygmée qui veut étudier jusqu'au niveau du diplôme d'Etat, peut aller dans les institutions publiques et y étudier gratuitement. Dans cette loi, l'accès à la justice pour les peuples autochtones est gratuit. Ils sont exonérés de tous les frais », a expliqué l'élu national. La loi est adoptée et promulguée, c'est bien, mais ce n'est pas tout. Tous se lancent dès à présent dans la mise en pratique effective de cette loi à tous les niveaux.

Butembo : la société civile s'insurge contre les tracasseries et arrestations arbitraires des civils par les forces de sécurité pendant le couvre-feu. Le couvre-feu est institué pour rechercher des armes que détiendraient certains habitants, selon les autorités militaires et policières. La société civile plaide pour que les autorités compétentes s'assurent de la discipline au sein des troupes de la Police et des Fardc afin de faciliter la cohabitation civilo-militaire. Certains habitants de cette commune auraient abandonnés leurs domiciles à la suite de ces tracasseries policières et militaires. Elle sollicite également l'implication des acteurs communautaires lors des opérations de recherche d'armes dans les domiciles des habitants de sa commune.

Deuil national décrété après les massacres d'au moins 60 civils à Kishishe. Trois jours de deuil national sur tout le territoire de la RDC dès ce 3 décembre. Le Président de la République, a demandé à la ministre de la Justice et Garde des sceaux « d'ouvrir sans délai une enquête au niveau interne et en même temps d'œuvrer en faveur d'une enquête internationale pour faire la lumière sur ces crimes de guerre commis par ces barbares ». Condamnant fermement « cet odieux crime de guerre commis à Kishishe par le M23/RDF », Felix Tshisekedi a

aussi exprimé sa solidarité et sa compassion aux familles des victimes. **Nord-Kivu : plusieurs voix s'élèvent pour condamner les massacres des civils à Kishishe.** « Le gouvernement s'assurera que tout soit mis en œuvre pour que le dossier soit rapidement constitué pour alimenter une enquête internationale pour crimes de guerre et crime contre l'humanité », a déclaré le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication et Médias, à l'issue du conseil des ministres, vendredi 2 décembre à Kinshasa. Le prix Nobel de la paix, **Denis Mukwege**, horrifié, a dénoncé le massacre de masse, des personnes disparues et le recrutement forcé d'enfants. « Ces crimes doivent entraîner des sanctions rapides aux forces d'occupation M23/RDF et des poursuites par la justice nationale et internationale ». **La Monusco** a dénoncé jeudi 1^{er} décembre, « des actes épouvantables et appelle les autorités compétentes à enquêter sans délai et à traduire les auteurs en justice ». **L'ambassadeur de l'UE** en RDC, indique « ces actions pourraient s'apparenter à des crimes de guerre ». Il appelle à l'arrêt immédiat des hostilités et au respect du droit international humanitaire.

Nairobi : poursuite des travaux en groupes pour la validation des différentes recommandations. Depuis ce samedi matin, les groupes repartis selon les provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Maniema et Tanganyika), continuent avec le toilettage de leurs tableaux des recommandations et la poursuite des travaux pour ceux qui n'ont pas fini. L'après-midi, les équipes de facilitation vont rejoindre ces groupes dans leurs lieux de travail pour les séances de validation des différentes recommandations et conclusions.

Beni : la société civile juge positive les opérations conjointes Fardc-UPDF, menées depuis une année. La société civile a estimé que ces opérations ont permis la destruction des grands bastions des rebelles de l'ADF et salue la poursuite de ces opérations pour mettre fin aux tueries : « Jusqu'à présent les opérations continuent ».

Goma : remise de l'assistance humanitaire du Président angolais aux déplacés de guerre. Un groupe des déplacés de guerre de Kanyaruchinya, au territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu) a reçu symboliquement l'assistance humanitaire leur envoyée par le président de la République de l'Angola, pour soulager leur misère pendant cette période de crise humanitaire. Cette cargaison de 30 tonnes de vivres est constituée notamment des cartons de lait concentré, d'huile de palme, des biscuits énergétiques, des poissons salés et de la farine. La distribution, de cette assistance sera organisée, prochainement, dans chaque site des déplacés, d'après les sources du gouvernorat.

Bukavu : l'ONG "Biakwetu Life" lance la semaine pour handicapés, dans le cadre de la journée internationale des personnes vivant avec handicap, célébrée le 3 décembre de chaque année. Cette ONG a entamé une série d'activités du 2 au 9 décembre en faveur de cette catégorie de personnes. Parmi ces activités, figurent une action caritative, une journée environnementale, la culture, et deux jours de formation des personnes vivant avec handicap, pour leur autonomisation, a expliqué le directeur général de Biakwetu Life. **Ituri : les conflits armés ont causé des handicaps physiques à environ 1065 personnes (fédération des personnes vivant avec handicap).** C'est depuis cinq ans que la province de l'Ituri est secouée par les conflits armés notamment dans les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa. Cela, malgré les efforts de restauration de l'autorité de l'état dans ces entités qui comptent plusieurs victimes de guerre. Pour la Fédération des personnes vivant avec handicap, la plupart d'entre elles, victimes de la guerre et dont les membres ont été amputés sont invalides et vivent dans la misère. Cette structure déplore surtout la discrimination sociale dont sont victimes ces personnes.

Lubumbashi : début du procès en flagrance de présumés auteurs du meurtre du pasteur Jérémie Doxa Lenge. Cinq présumés auteurs, tous des taximen motos, ont été présentés à la barre par le ministère public. Ils sont poursuivis entre autres pour terrorisme et meurtre. Cette première audience a été caractérisée par un débat houleux. Pour les avocats de la défense, les prévenus étant tous des civils, rien ne justifie leur comparution devant une juridiction militaire. Le tribunal a convoqué la prochaine audience pour le mardi 6 décembre prochain.

Nord-Kivu : suspension de certains chefs d'établissement au sein de la sous-division de Beni. Ils sont accusés « d'avoir facilité le changement d'option aux élèves ayant échoué à l'examen d'état passé ». Le chef de la sous-division de l'EPS fait savoir que leurs dossiers est au niveau de la hiérarchie pour analyse et dernières conclusions.

Il invite les parents à jouer correctement leur rôle dans le suivi de l'évolution de leurs enfants à l'école.

Félix Tshisekedi : « Il n'est plus admissible que la Fonction publique soit le lieu du militantisme, du clientélisme. Il a fait cette déclaration au cours d'une cérémonie de clôture de la septième promotion (2022) et d'ouverture de la session 2023, organisée à l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Kinshasa. Le Chef de l'Etat a insisté sur le rajunissement des ressources humaines. « Il s'adjudge comme une urgence pour le gouvernement, au vu du vieillissement assez prononcé des effectifs de nos administrations à

l'échelle nationale ». Pour lui, le rajeunissement de l'administration doit être à la fois qualitatif et compétitif et fondé sur la méritocratie. L'École nationale d'administration (ENA) est une institution publique créée par le décret n°13/013 du 16 août 2013, mais dont le lancement effectif a eu lieu le 28 juin 2014. Depuis sa création, elle a déjà formé 545 lauréats qui œuvrent dans différents secteurs de l'administration congolaise.

Les Fardc remettent 57 ex-otages libérés des mains des ADF à leurs familles respectives. Parmi ces 57 ex-otages, on a identifié 33 mineurs, 22 femmes et deux hommes. Ils ont été libérés des mains des rebelles ADF dans plusieurs entités du territoire de Beni notamment à Kamango, Bulongo, Lume, Maboya, Kabasha et Bashu. Certains ont passé plus ou moins trois ans dans la brousse et d'autres au moins six mois.

Dimanche 4 décembre.

Uhuru Kenyatta : « Nous ne voulons pas que le Congo soit le pays dans lequel les autres viendront se battre pour créer de l'insécurité ». Il recommande aux pays dont les ressortissants ont créé des mouvements armés en RDC d'organiser des échanges avec eux pour le retour de la paix dans la partie orientale de la RDC.

Marche pacifique des catholiques ce dimanche pour sauvegarder l'intégrité territoriale du pays. Cette décision a été prise lors de l'assemblée plénière extraordinaire de la CENCO tenue du 7 au 9 novembre dernier, relative à la situation sécuritaire de la RDC. Il s'agit, comme exprimé par ailleurs dans la déclaration des évêques « L'heure est grave. Notre pays est en danger », d'inviter aussi les chrétiens et les personnes de bonne volonté à jeûner, à prier et à poser des gestes de solidarité envers les déplacés. Ils encouragent également les efforts diplomatiques comme solution éventuelle à la tragédie que nous vivons. Cependant, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale ne sont pas négociables, disent-ils. Le prix Nobel de la paix Denis Mukwege appelle les Congolais à participer à cette marche pacifique. **Les chrétiens catholiques ont marché pour dire «non à la balkanisation de la RDC»**, ce 4 décembre à l'appel de la Conférence épiscopale nationale du Congo. A la fin de ces marches, un message de la CENCO a été lu devant les fidèles. **A Kinshasa**, ils sont sortis nombreux dans les rues de la ville : hommes, femmes, jeunes et vieux. Entonnant des chants et des prières, ils sont partis de toutes les paroisses de la capitale, marchant à travers les artères de la ville, avant de chuter dans différents endroits, retenus par les organisateurs, selon les doyennés. A l'esplanade du Palais du peuple, Mgr Carlos Ndaka, vicaire général de l'archidiocèse de Kinshasa a fustigé le cycle de guerre dans l'Est du pays depuis 1994 avec l'arrivée des réfugiés rwandais. **A Beni** ils étaient des milliers de chrétiens catholiques et personnes de bonne volonté à braver la pluie, ce dimanche matin, pour répondre à l'appel des évêques membres de la Cenco afin de marcher pacifiquement pour « dire non à la guerre, non aux massacres et non à la balkanisation ». Les organisateurs ont recommandé de jeûner, de prier pour la paix et de marquer l'amour et de la solidarité envers les personnes déplacées de guerre. **A Goma**, la décision d'annuler cette marche a été prise après l'évaluation de la situation sécuritaire dans et autour de la ville de Goma. Une décision qui vise également à éviter une éventuelle infiltration, selon le même communiqué. Par ailleurs, le CLC-Goma « invite les autorités congolaises à tout mettre en œuvre pour récupérer urgemment notre territoire occupé depuis quelques mois ». **A Kisangani**, le vicaire général, a soutenu : « Il faudrait impérativement réduire le train de vie de nos institutions et de nos dirigeants pour renforcer nos moyens de défense. Nous encourageons les efforts diplomatiques comme solutions éventuelles à la tragédie que nous vivons. Cependant, l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale ne sont pas négociable ». L'archevêque de Kisangani, Mgr Marcel Utembi, a, quant à lui, rappelé les motifs de l'organisation de cette marche : « c'est en solidarité avec nos frères et sœurs qui souffrent et dans l'esprit patriotique de préserver l'intégrité nationale, la souveraineté nationale que nous avons fait cette marche pour prendre à témoin la communauté nationale et internationale au regard de ce qui se passe au Congo et nous voulons la paix... ». **A Butembo-Beni**, Mgr Melchisédech Sikuli Paluku, appelle à la responsabilité de tous les Congolais « chacun d'entre nous a compris le message que nous venons de véhiculer à travers l'organisation de cette marche. Ce qui nous reste est que chacun prenne ses responsabilités en main afin de contribuer à la pacification du pays. Nous devons beaucoup prier notre Dieu. Nous devons nous y impliquer chacun à son niveau et selon ses moyens ». **A Mbuji-Mayi**, appel à la vigilance face à l'ennemi lancé. A la Mairie, point de chute de la marche, le chancelier du diocèse, a relu la déclaration des évêques membres de la Cenco : « Le Parlement doit privilégier l'intérêt supérieur de notre pays par rapport aux arrangements politiques qui desservent la population congolaise. L'intégrité territoriale et la souveraineté nationale ne sont pas négociables. Il faut éviter les alliances avec ceux qui ont développé une forme de mercantilisme militaire ayant comme vraie motivation, le pillage des ressources naturelles et l'occupation de ces terres ». **A Bunia**, l'évêque du diocèse, a demandé aux différents groupes armés locaux de déposer les armes sans conditions et demande à la population de l'Ituri et de la RDC de s'unir pour bâtir la paix et travailler au développement de ce pays. Il s'insurge contre le processus de Nairobi car selon lui, ce ne sont pas les étrangers qui vont trouver la solution au problème de la RDC.

Goma : environ 33 incidents sécuritaires majeurs documentés en novembre 2022. « Nous avons eu 7 cas de tueries et assassinats ciblés, plusieurs attaques physiques et des blessures, 10 corps sans vie retrouvés abandonnés dans la ville de Goma, plusieurs cas des vols ainsi que plusieurs cas de crépitements des balles la nuit dans les quartiers en commune de Karisimbi ». La population de Goma s'inquiète de l'occupation des entités de Rutshuru par le M23 et la menace de la chute de leur ville, l'insuffisance et la non-assistance aux déplacés de guerre. Cette situation d'insécurité a un impact négatif sur le plan économique et social dans cette ville.

Kwilu : le projet d'édit budgétaire exercice 2023 déclaré recevable à l'Assemblée provinciale. Chiffré à 191 millions USD, soit 383. 058.928. 664 FC, ce budget connaît un accroissement de 113, 11 % par rapport à celui de l'exercice 2022 qui s'élevait à plus de 185 milliards FC. Ledit budget est présenté en équilibre en recettes et en dépenses. Le gouverneur Itshundala entend réaliser encore plusieurs actions à impact visible pour le développement social de sa population.

L'évêque émérite de Goma invite la population de l'Est à croire « toujours » en l'avènement de la paix. Mgr Théophile Kaboy a lancé cette invitation à l'occasion du 40e anniversaire du Lycée Anuarite de Goma, qui coïncidait avec le 58e anniversaire du martyr de Marie-Clémentine Anuarite Nengapeta. « Il faut vous dire que jamais le mal n'aura le dessus. Si la situation de misère, de guerre perdure, le Seigneur donne toujours des flashes de joie et de bonheur. Et c'est pourquoi, je dis que nous n'avons pas le droit au découragement. Le Congo, tôt ou tard, se lèvera et marchera. Déjà, chez ces jeunes gens, on voit la joie qui les anime, la détermination aux études, la dignité, la discipline, ce sont des valeurs qui font que nous n'avons pas droit au découragement ; et donc, pour moi, ce qui m'encourage c'est que demain ne sera plus aujourd'hui, la bienheureuse Anuarite est à l'œuvre et nous assiste ». Pour lui, l'espoir est permis et donc les Congolais doivent avoir la détermination de construire.

Bwito : les autorités coutumières condamnent fermement le massacre de Kishishe. « C'est avec consternation que nous décrivons le massacre de nos populations sur la terre de nos ancêtres dans les zones sous occupation des terroristes du M23 depuis l'invasion du groupement Tongo, Bishusha, Ruya, Bambo centre et Kishishe, toujours en groupement Bambo pour la période du 15 octobre au 30 novembre 2022 ». Ces rebelles s'illustrent par d'autres abus de droits humains entre autres, les travaux et recrutement forcés des jeunes dans leur mouvement. Ces autorités coutumières encouragent par ailleurs qu'une enquête soit diligentée pour qu'une justice soit faite en faveur des familles des victimes mais aussi une assistance en faveur des déplacés de guerre.

Beni : l'Union sacrée soutient l'idée du chef de l'Etat d'éradiquer tous les groupes armés. Pour l'Union sacrée de la nation, les unités de l'EAC devraient clarifier sans hypocrisie la mission pour laquelle elles ont été conviées en RDC aux côtés des Fardc dans la traque contre les groupes armés qui tuent, violent et pillent la population.

Butembo : un Mai-Mai arrêté par les Fardc au volant d'un véhicule, 4X4 appartenant à l'ONG internationale IMA. Ce véhicule, avec à son bord cinq agents de cette ONG, avait été ravi vendredi dernier par un groupe de Mai-Mai au quartier Congo ya Sika, où tous les agents avaient été débarqués de force.

Nord-Kivu : le M23 impose des taxes dans les zones occupées. Ils ont instauré, une taxe de 10 USD par carré de champ (20/30 mètres) pour tous les agriculteurs dans les zones sous leur occupation. La situation concerne aussi les commerçants et entreprises notamment les usines de fabrication de boissons. Ces dernières sont sommées de payer des montants allant jusqu'à 250 USD ou plus, selon leur catégorie. Des travaux forcés communautaires sont toujours d'application et toute la population s'y conforme. Les activités sociales et économiques sont paralysées dans toutes les zones occupées, car la population n'arrive pas à s'approvisionner.

Pour Félix Tshisekedi, « C'est le régime rwandais, avec Paul Kagame à sa tête, qui est l'ennemi de la RDC, et non son peuple ». « Ça ne sert à rien de regarder le Rwandais comme un ennemi. Les Rwandais et les Rwandaises sont nos frères et sœurs. D'ailleurs, ils ont besoin de notre aide pour se libérer, parce qu'ils sont muselés ». Ces propos du Président Tshisekedi ont été prononcés le 3 décembre, à l'occasion de la réception offerte à 250 délégués des jeunes des 26 provinces de la RDC. Félix Tshisekedi encourage la jeunesse à se mobiliser contre l'agression orchestrée par le Rwanda sous couvert du M23. Cette déclaration du Président Tshisekedi intervient quelques jours après le discours du Président rwandais Paul Kagame, devant les parlementaires. Dans certains extraits Paul Kagame avait accusé le Président Tshisekedi de retarder les prochaines élections en prenant le prétexte de la guerre que mènerait le Rwanda en RDC, par l'intermédiaire du M23.

Lundi 5 décembre.

L'Assemblée nationale adopte le budget 2023 de l'ordre de 15,8 milliards USD contre 14,6 milliards proposés par le gouvernement. Ce format assorti de plusieurs recommandations a donc été voté en définitive à l'unanimité de 402 députés votants sur 402 présents. Les nouvelles ressources de l'ordre de 1,2 milliards ainsi dégagées ont été affectées vers les domaines prioritaires et porteurs de croissance.

Le Premier ministre lance ce lundi la campagne de solidarité nationale en faveur des déplacés internes. Cette campagne initiée par le chef de l'Etat, vise à cultiver chez les Congolais un élan de solidarité pour soutenir ceux qui sont en difficulté. « Nous voulons susciter tout simplement un élan de solidarité, un élan patriotique. La soirée du téléthon, n'est qu'un lancement au fait. Ceux qui veulent faire un don, vont téléphoner, il y aura un numéro vert c'est le 116. Ils appelleront à ce numéro-là pour dire : moi, un tel je donner 1000 FC, moi je donne 1000 USD ». Ces dons seront enregistrés au fur à mesure que ça viendra. Cette contribution servira de soutien aux déplacés internes et autres victimes des catastrophes naturelles en RDC.

Nairobi : rencontre ce lundi 5 décembre entre le facilitateur de l'EAC et les différentes délégations aux pourparlers. Cet avant-midi, le facilitateur de l'EAC, l'ancien président Kenyan, rencontre les délégations de la société civile et des organisations des femmes du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Maniema et Tanganyika, ont indiqué les organisateurs. Les rencontres se feront avec des délégations constituées par province. L'après-midi, il se tiendra une plénière dans laquelle sera présentée les recommandations issues des travaux des différents groupes. **Processus de Nairobi : clôture des travaux ce lundi 5 décembre après 7 jours des consultations.** Cet avant-midi, les différentes délégations congolaises ont eu droit à deux exposés. Le premier est celui du commandant des troupes de l'EAC déployées en RDC, qui a réaffirmé l'engagement de ses troupes à travailler pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC. Le deuxième exposé a été fait par l'ambassadeur kenyan, qui a partagé son expérience sur la résolution des conflits. Il a insisté sur le dialogue entre les parties en conflit. Un rapport final est attendu. **Nairobi : report de la plénière de clôture du troisième round du processus de Nairobi, au 6 décembre.** La décision est du facilitateur de ce processus après que certaines délégations des groupes armés présents à Nairobi ont décidé de boycotter cette cérémonie. Ce lundi avant-midi, plusieurs membres des délégations des groupes armés présents à Nairobi vont décider à l'unanimité de boycotter la plénière de la clôture des travaux. Certains disent n'avoir pas reçu leurs per diem et d'autres avoir reçu un montant d'environ 300 USD qu'ils jugent insuffisants. Conscient des difficultés qu'éprouvent ces participants pour leur déplacement jusqu'à leurs milieux de vie, le facilitateur Uhuru Kenyatta a promis d'y apporter une suite favorable.

Washington : la RDC participe au Forum mondial contre la corruption. C'est le premier forum mondial qui réunira les chefs d'Etat, la société civile et les secteurs privés pour relever le défi posé par la corruption. « D'après les indices de l'organisation Transparency International, la RDC occupe la 170^{ème} place sur 180, sur la liste des pays qui connaissent une prévalence de la corruption de manière élevée. En luttant contre la corruption, cela permettra de résoudre la question de la pauvreté ». La RDC perd chaque année plus de 15 milliards USD à la suite de la corruption. Mais, le professeur Kabisa « ce n'est pas 15 milliards, mais 27 milliards. La corruption c'est le fait d'agréer un cadeau pour ne pas organiser une vérité. Dans notre pays, la corruption n'a jamais été combattue. On ne fait que constater l'existence de la corruption. Chez nous, la corruption la plus dangereuse, c'est la corruption judiciaire ». Vu l'ampleur de la corruption en RDC, la délégation congolaise aura beaucoup à donner et à apprendre.

Ituri : la société civile fustige l'inaction du gouvernement pour réhabiliter les routes nationales. Il s'agit des RN4, 27 et 44, qui sont en état de dégradation très avancée. Le coordonnateur de la société civile de l'Ituri, demande au gouvernement de prendre ses responsabilités en réhabilitant urgemment ces routes nationales pour éviter une exacerbation des contestations des usagers de route et des commerçants.

Kinshasa : 4 ONG de défense des droits de l'homme demandent à la CPI d'enquêter sur les massacres de Kishishe et Kisharo. Plusieurs sources concordantes rapportent les massacres d'une centaine de civils le 30 novembre et le 1^{er} décembre dans la localité de Kishishe et ses alentours. Les mêmes sources attribuent ces massacres aux rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Ces organisations de défense des droits de l'homme proposent également au gouvernement de renforcer les moyens des Fardc pour qu'elles arrivent à restaurer la paix dans le pays. Ces ONG ont exigé également que toutes les graves violations de droits de l'homme commises en RDC depuis 1996 soient établies, et que les coupables puissent répondre de leurs actes.

Nord-Kivu : au moins 4 personnes tuées dans le village Buhama. D'après l'administrateur du territoire, un militaire en état d'ébriété a tiré sur un jeune homme après une dispute. Il a ensuite tiré plusieurs autres coups de

feu et blessé deux femmes qui ont succombé à leurs blessures à l'hôpital, puis il a réussi à s'enfuir. Révoltée, la population s'en est prise à un autre militaire qui était de passage qu'elle a lynché, le confondant avec son compagnon d'arme, qui s'était échappé. Les recherches sont en cours pour retrouver le fugitif.

Kinshasa : la Mutuelle financière des femmes africaines ouvre ses bureaux au marché central. Cette organisation veut ainsi s'approcher de son public cible pour l'inciter à adhérer à l'épargne afin d'accéder aux crédits et plusieurs autres produits financiers en faveur des femmes à faible revenu financier, affirmé sa coordinatrice nationale. Selon elle, plus de 70% des populations féminines vivent dans la précarité. La Muffa espère que grâce à une solidarité entre femmes entrepreneures, elle arrive à changer cette donne.

Ituri : l'évêque de Bunia dénonce les pillages des ressources naturelles, par des étrangers et certains congolais. Selon lui, ces derniers profitent de la guerre pour s'enrichir illicitement pendant que la population vit dans la misère. Il a demandé également à la population de se réveiller pour revendiquer ses droits en utilisant des moyens pacifiques. « Le gouvernement national tout comme provincial doit prendre ses responsabilités en mains ».

Nord-Kivu : un calme règne sur les lignes de front à Rutshuru et Nyiragongo, depuis la fin de la semaine dernière. Les Fardc n'ont pas bougées de leurs positions ni le M23 des leurs. Plusieurs sources dans la région affirment cependant que, l'inquiétude règne toujours dans les agglomérations proches de ces lignes de front.

Sud-Kivu : un mort et plusieurs des dégâts matériels à la suite des pluies diluviennes à Kalehe. La société civile rapporte qu'une centaine de maisons ont été emportées par les eaux des pluies. Des infrastructures routières et scolaires sont totalement endommagées. Le territoire de Kalehe est désormais enclavé.

Mgr Melchisédech Sikuli déplore l'insécurité grandissante dans la ville de Butembo. « Nous vivons dans une atmosphère de peur parce qu'on ne sait pas ce qui peut arriver n'importe où dans la ville et qui est à la base de cela ». Il regrette que cette insécurité fasse de nombreuses victimes innocentes et déplore aussi quelques cas d'arrestations arbitraire de certains civils. L'évêque a par ailleurs salué les efforts consentis par la coalition militaire des Fardc-UPDF pour la libération de plus d'une cinquantaine de civils de mains des rebelles ADF.

Matadi: le ministre provincial de l'Economie désagréablement surpris par le non-respect du décret suspendant la TVA. Le ministre provincial de l'Economie du Kongo-Central, déplore que plusieurs opérateurs économiques du Kongo-Central ne respectent pas jusqu'à ce jour, le décret du Premier ministre portant « suspension de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits de première nécessité ». Il a affirmé que ces opérateurs économiques sont tout simplement des "escrocs" puisqu'ils volent la population.

Kinshasa : les femmes appelées à plus de formations pour s'affirmer dans la société. « Les femmes doivent prendre conscience de leur subordination pour atteindre le potentiel de leur transformation. Elles doivent à chaque moment faire un effort de renforcement de capacités et donc faire un effort d'être toujours formées. La femme des médias doit accéder à toutes les tendances de formations. Tu as de difficultés parce que tu t'es limitée à ce qu'on t'a appris à l'école. Si seulement tu apprends des formations, ton CV te permettra d'accéder à plusieurs postes ».

La région du grand Equateur est en proie aux inondations depuis environ deux mois. Ces inondations proviennent des crues de presque toutes les rivières qui traversent les cinq provinces du grand Equateur. Le long de la rivière Ubangi, par exemple, des milliers des riverains sont sinistrés à Yakoma. La même situation est décriée à Kungu, Mobeka, Makanza, où plusieurs riverains se sont déplacés, leurs habitations étant sous les eaux.

Glencore va verser 180 millions USD pour le compte de ses sociétés liées en RDC et accusées de faits de corruption. Un accord a été trouvé entre la RDC et le groupe Glencore sur les accusations de corruption qui pesaient sur le minier suisse. Il s'engage également à déployer en RDC le programme d'Ethique et de conformité. En 2018, Glencore avait été assigné par le département américain de la justice dans le cadre d'une vaste enquête pour corruption liée à ses activités au Nigeria, au Venezuela et en RDC. L'entreprise avait plaidé coupable.

Tanganyika : la société civile dénonce l'utilisation par des pêcheurs des filets à mailles prohibées. Les activistes du cadre de concertation de la société civile de Moba, demandent aux 4 pays qui entourent le lac Tanganyika de protéger les espèces de poissons. L'administrateur du territoire de Moba a rassuré les acteurs de la société civile de tout mettre en œuvre pour décourager les pêcheurs qui font usage de ces filets prohibés.

Félix Tshisekedi salue le soutien des états de la SADC contre l'agression rwandaise. Il l'a dit ce lundi à l'occasion de l'ouverture de la 52ème assemblée plénière du Forum parlementaire de la SADC qui se tient à Kinshasa du 5 au 11 décembre 2022, dont le thème est « rôle des parlements dans le renforcement des cadres législatifs pour assurer la paix et la sécurité dans la région de la SADC ». Par ailleurs sur son compte twitter, le secrétaire d'état américain Anthony Blinken a affirmé avoir eu une conversation productive avec le président rwandais Paul Kagame. Il a aussi précisé que les États-Unis exhortent le Rwanda à honorer les engagements pris à Luanda, notamment en mettant fin au soutien du Rwanda au M23.

Mardi 6 décembre.

Le Premier ministre appelle les Congolais à apporter leur contribution à la caisse de solidarité en faveur des vulnérables. Le Premier ministre a remis un chèque de 200 milliards FC (10 millions USD) au ministre des Affaires sociales, solidarité et Actions humanitaires, Modeste Mutinga. Un téléthon de solidarité nationale a été organisé, par le ministère des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale. L'objectif est d'atteindre un montant symbolique 100 millions USD en raison 1 USD pour chaque Congolais. Les autres membres du Gouvernement présents, ont déposé un chèque de 400 000 000 FC (200 000 USD) pour répondre à cet appel. Plusieurs entreprises du secteur des transports ont aussi apporté leur contribution.

Lubumbashi : 2 morts dans des affrontements entre des jeunes de l'UDPS et de l'UNAFEC. L'Institut de recherche en droits humains (IRDH), fustige ces actes qui ont paralysé les activités socio-économiques dans plusieurs quartiers. Il demande au gouvernement provincial de s'impliquer pour mettre fin à cette anarchie qui n'a que trop duré et « nous demandons aux responsables politiques de l'UDPS et de l'UNAFEC d'entreprendre une campagne de paix afin que la fin de l'année soit exempte des troubles ».

Kasai-Oriental : hausse du prix du maïs sur les marchés de Mbuji-Mayi. La mesurette de 3,5 kg de maïs qui coutait il y a deux semaines, 5.000 FC se vend actuellement à 7.500 FC. Les vendeuses de maïs expliquent cette hausse par la carence de cette denrée alimentaire sur le marché de Mbuji-Mayi. Les fournisseurs de cette denrée à Mbuji-Mayi, quant à eux, évoquent le problème d'acheminement des cargaisons de maïs par la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) ainsi que le mauvais état des routes de desserte agricole.

Nord-Kivu : pas de reprise des cours dans la zone sous occupation du M23 malgré l'appel des autorités scolaires. Cet appel dans ce territoire occupé par les rebelles du M23 « est coloré de menaces contre les contrevenants », ont fait savoir des sources anonymes locales. Les parents d'élèves et les enseignants vivant dans les zones sous-occupation du M23 jugent inacceptable cette décision des responsables locaux du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST). Les parents d'élèves ainsi que les enseignants redoutent la reprise des cours pour la « fragilité et l'imprévisibilité de la situation sécuritaire et le social des enseignants ».

Marie-Pierre Poirier : « L'Unicef a besoin d'au moins 862 millions USD pour répondre aux besoins humanitaires en RDC ». « Le plus grand appel de l'Unicef de tous les temps. Au niveau planétaire, c'est dix milliards USA, au niveau de la RDC, c'est 862 millions, parce que nous vivons l'une des plus grandes crises de la planète. Chaque enfant a le droit à la santé, l'éducation, la nutrition et à un avenir meilleur dans ce beau pays. Les déplacés sont vraiment dans des conditions extrêmement précaires. Ils font des maisons avec quelques branches d'arbres, et ils n'ont rien du tout. Ils ont reçu un kit de première nécessité. Une bâche pour se protéger de la pluie, des assiettes, une casserole, des gobelets, des cuillères pour pouvoir cuisiner, une natte pour mettre par terre, du savon. La phase d'après, c'est le kit WASH (Hygiène et assainissement), affirme la responsable Unicef.

Ituri : la société civile regrette que les tueries orchestrées par les groupes armés ne préoccupent pas le gouvernement. Elle fait allusion aux trois jours de deuil national décrétés, le 3 décembre par le gouvernement pour déplorer les massacres des civils à Kishishe, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Alors que le gouvernement est resté indifférent lorsque, dans la plaine de Savo, 52 personnes ont été abattues, en février, et de dizaines d'autres à Lodda, dans le territoire de Djugu.

Kinshasa : la faculté de médecine de l'université Simon Kimbangu de nouveau opérationnelle. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) a autorisé l'Université Simon Kimbangu (USK) de rouvrir sa faculté de médecine, après plus d'une année de suspension. Le recteur de cette institution universitaire, a expliqué que cette décision est le résultat de plusieurs réformes qu'ils ont opérées sur le plan académique, scientifique et administratif. L'USK a promis de démarrer, dès la rentrée académique prochaine, la faculté de Santé publique.

Mbuji-Mayi : des arbres plantés à l'occasion de la Journée nationale. La journée nationale de l'arbre a été célébré sur le thème : « Planter un arbre, c'est contribuer à maintenir la RDC, au statut de pays solution ». "L'arbre nous permet d'absorber l'oxygène et de rejeter le gaz carbonique, favorisant ainsi une respiration aisée, normale et régulatrice de la santé humaine". "Planter un arbre aujourd'hui, doit permettre à tous les peuples congolais, de bien connaître la nature, et la comprendre, la défendre en ville et ici à la campagne".

Bas-Uele : reprise des services postaux à Buta, après 26 ans d'inactivité dans cette entité.

Massacres à Kishishe et Kisharu : les femmes des communautés du Nord-Kivu exigent la création d'un tribunal spécial international pour la RDC. Les femmes du Nord-Kivu réclament justice pour toutes ces personnes, parmi lesquels les enfants, massacrés sans motif. " Nous dénonçons ces actes inhumains commis sur nos familles sur notre territoire. Cela est non seulement une violation grave des droits de l'homme mais constitue également un crime contre l'humanité, crime de guerre, et crimes de génocide. Nous demandons des sanctions contre les Etats qui fournissent les armes aux terroristes dans la région des grands Lacs. Nous défendons avec courage et détermination la terre nous léguées par nos ancêtres". **Nord-Kivu : au moins 30 vaches des fermiers emportées par des groupes armés autour de Kitshanga.** Ce vol porte à plus de 1100 le nombre de vaches volées dans cette entité depuis le début de cette année, par ce même groupe Nyatura CMC. Le président de la Coopérative des groupements d'éleveurs du Nord-Kivu, déplore que depuis l'arrivée de plusieurs groupes armés autour de Kitshanga pour combattre les rebelles du M23 qui sont à environ 10 km de la cité, les menaces se multiplient contre les membres des familles d'éleveurs. **Reprise des combats autour de Kitshanga entre les rebelles du M23 et les Fardc, ce 6 décembre dans la matinée.** La société civile ajoute que, des milices locales prendraient aussi part à ces combats pour tenter d'arrêter la progression des rebelles qui sont dans le Bishusha vers Kitshanga et Burungu. Ces combats ont semé la panique à Kitshanga dans la matinée. Les élèves qui étaient déjà en classe sont retournés à la maison et d'autres activités socio-économiques tournent désormais au ralenti dans la cité.

Bunia : 2 personnes tuées par des hommes armés non identifiés à Nzere. Depuis lundi, une tension était observée dans la localité de Soleniama, à 12 km de Bunia. Certains jeunes qui creusaient une fosse septique ont découvert du sable contenant de l'or. Ce qui a attiré de nombreux jeunes de deux communautés qui se sont disputés le contrôle de ce puits. Un habitant a été blessé. La victime a fait appel aux membres de sa communauté dont certains seraient munis d'armes. La nuit dernière, 2 personnes ont été retrouvées mortes à Nzere à 2 km de Soleniama. De centaines de gens des localités de Soleniama, Nzere, Miala et d'autres villages ont fui.

Butembo : attaque des Maï-Maï à Kyambogho. Le responsable de la police affirme qu'un de ses agents qui était de garde à ce poste de péage, a été blessé et son arme lui a été ravie en dépit de l'intervention d'autres policiers qui ont engagé des tirs contre les assaillants. La situation s'est vite rétablie, indique cette même source qui appelle la population au calme et à la vigilance et recommande de dénoncer tout cas suspect dans la communauté.

Nairobi III : les groupes armés adhèrent au DDRC-S (communiqué final). La troisième session des consultations de paix de Nairobi vient de clôturer ses travaux à la mi-journée ce mardi 6 décembre. C'était en présence de 225 délégués notamment des groupes armés, de la société civile, des femmes victimes des violences sexuelles de l'Ituri, du Nord-Kivu, Sud-Kivu, du Maniema et du Tanganyika. Le communiqué final reprend dix principales décisions et résolutions dont l'acceptation du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et réinsertion (DDRC-S), tout en désavouant de manière unanime son principal animateur national. Le facilitateur s'engage à discuter de la question avec le Président de la RDC. Les signataires ont aussi décidé de la mise en place d'un groupe de travail devant examiner et traiter la question des détenus et prisonniers des groupes armés et faire rapport aux instances judiciaires spécialisées pour une solution idoine.

Sud-Kivu : les Fardc repoussent une attaque des combattants Twirwaneho à Mwenga, dans la nuit du 3 au 4 décembre. L'échange de tirs a créé l'effroi au sein des habitants de Tuwe-Tuwe qui appellent à la concrétisation des opérations prévues contre tous les groupes armés dans la région des hauts plateaux.

Le gouvernement américain octroie 500 millions USD à la RDC pour appuyer l'action humanitaire au Nord-Kivu. Cet appui financier sera réparti à travers cinq axes prioritaires en faveur des déplacés de guerre du territoire de Rutshuru et dont la majeure partie est actuellement concentrée dans le territoire de Nyiragongo. Il s'agit entre autres des volets alimentation, éducation, eau et santé.

Kinshasa : 15 têtes d'érosions menacent le quartier Plateau 1 "Tchad", dans la commune de Mont-Ngafula, au-delà du plateau des résidents de l'Université de Kinshasa. Face à cette triste réalité, quelques

associations de ce coin se mobilisent avec les moyens du bord, pour lutter tant soit peu contre ce problème écologique. Ces érosions ont déjà emporté quelques maisons. Le quartier Plateau 1 compte plus de quarante mille habitants.

Kwilu : 13 morts dans une nouvelle attaque d'hommes armés à Bagata. Le chef de secteur de Wamba, parle aussi des pillages et d'incendie des maisons par ces assaillants. La population, en débandade, a vidé le village.

Goma : ouverture d'un atelier de formation sur la lutte contre le discours de haine et la prévention des atrocités de masse. Au cours de cet atelier de formation qui va durer 2 jours, les participants seront outillés pour maîtriser le système de fonctionnement des réseaux sociaux et transmettre des messages sans discours de haine. Ils apprendront aussi quelques techniques et méthodes de prévention de conflit au sein des communautés.

Bunia : des responsables des structures des jeunes s'engagent à lutter contre le discours de haine et la désinformation. Au total, neuf structures d'encadrement des jeunes seront sensibilisées sur les méfaits des discours de haine et la désinformation, susceptibles de perpétuer le cycle des violences en Ituri. Certains jeunes ne se fréquentent plus à cause de leur appartenance communautaire dans la province de l'Ituri.

Nord-Kivu : 17 000 bâches remises par l'administration américaine aux autorités provinciales en faveur des déplacés de guerre de Nyiragongo. La cérémonie de remise de ce premier lot d'assistance s'est déroulée à l'aéroport de Goma en présence du directeur de l'USAID, ainsi que d'autres personnalités de la province.

Beni : adoption du plan de développement de la ville. La mise en application de ce tout premier guide de la ville depuis sa création, doit être l'apanage de tous vu son importance. Administrés et administrateurs doivent travailler ensemble pour son application : « Ce document nous amène dans un même bateau ».

Sud-Kivu : les femmes des médias sensibilisent la population contre les violences conjugales. Cette sensibilisation s'est faite au cours d'une table ronde tenue lundi 6 décembre dans cette ville. L'objectif est d'impliquer les hommes et les femmes dans la lutte contre les violences conjugales qui prennent de l'ampleur au Sud-Kivu : une fois que le silence est brisé autour des violences conjugales, il faudrait que « les mécanismes de prise en charge suivent et que le plaidoyer pour la répression et aussi la lutte contre l'impunité, tout ça suive ».

Washington : ouverture de la conférence anti-corruption organisée par Transparency International. Ce premier forum mondial réunit plus de 2000 participants de plus de 140 pays autour du thème : « déraciner la corruption, défendre les valeurs démocratiques ». Son objectif est de relever les défis de plus en plus sophistiqués posés par la corruption. La délégation congolaise, conduite par l'Agence de prévention et lutte contre la corruption, y participe grâce au financement du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Créée en 1983, la Conférence internationale contre la corruption réunit des chefs d'Etat, des responsables des structures étatiques contre la corruption, la société civile et le secteur privé. Pour cette année 2022, les participants vont échanger des expériences de différents pays dans la lutte contre la corruption avant de proposer des outils et mécanismes efficaces pour endiguer ce fléau.

Mercredi 7 décembre.

Les populations civiles de plus en plus victimes de graves violations des droits humains, selon Ocha. Selon Ocha, les acteurs de la protection ont documenté au moins 90 incidents de protection entre les 14 au 27 novembre dernier, dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo. Depuis le 30 novembre dernier, des alertes font état des meurtres de nombreux civils au village de Kishishe dans la zone de santé de Kibirizi, territoire de Rutshuru. Plus de 390.000 personnes déplacées à la suite des affrontements. Après cinq jours de trêve, des combats ont repris le 1^{er} décembre dans l'Est de la RDC entre le M23 et l'armée qui a accusé ces rebelles d'avoir tué mardi une centaine de civils. Par ailleurs, les cas de choléra continuent d'être rapportés, notamment dans la zone de santé de Nyiragongo où se trouve une forte concentration de sites des personnes déplacées. Le plan trimestriel de réponse d'urgence pour la crise actuelle dans les territoires de Nyiragongo, Lubero et Rutshuru est estimé à 77,5 millions USD pour fournir une aide à plus de 315.000 personnes, considérées comme les plus vulnérables.

Maniema : lancement des travaux d'élaboration du plan opérationnel provincial du PDDRC-S, par le gouverneur intérimaire du Maniema, ce 6 décembre à Kindu. L'objectif est de permettre au Maniema de se doter à partir de 2023 d'un programme clair et que ses activités puissent être exécutées avec un chronogramme et un coût. Le coordonnateur du PDDRC-S, Tommy Tambwe a expliqué que ces travaux interviennent après qu'il a fait les états des lieux. Pour sa part, le gouverneur intérimaire a demandé aux parties prenantes de travailler en synergie pour relever ce défi et mettre fin aux groupes armés.

Grand-Equateur : des populations confrontées à de graves inondations, ayant détruit des infrastructures socio-économiques et des champs. Selon des sources, des sinistrés ne savent pas pratiquer leurs activités de survie notamment la culture et la récolte des champs, la chasse et la pêche, y compris le commerce. Dans plusieurs localités du grand Equateur, l'eau a même submergé de grandes étendues des champs. Cela empêche la récolte et le rouissage de manioc. Ce qui fait craindre la famine pour la population.

La SNCC dément sa responsabilité dans pénurie de maïs à Mbuji-Mayi. « Les causes de cette pénurie doivent être cherchée ailleurs, car la SNCC, en dépit de problèmes de traction qu'elle connaît, a pu acheminer à Mwene Ditu, durant la période allant du 29 octobre au 25 novembre 2022, plus de 60 wagons de maïs, chargés essentiellement au départ de la gare de Kabongo, où sont parties toutes ces cargaisons » .

Ituri : les communautés de Baboa Bokoe appelées au règlement pacifique de leur conflit. Les représentants de l'Ituri au processus de Nairobi invite les uns et les autres au calme et à la retenue : « Nous exprimons notre inquiétude par rapport à l'escalade des tensions et de ce fait nous vous appelons tous au calme, à la cessation de toute forme de violence en privilégiant le dialogue pour le règlement de tout différend. Assumons notre unité face au monde et face à la nation tout en exprimant à jamais notre amour pour notre seule et unique province de l'Ituri ».

Maniema : des chefs miliciens favorables au programme DDRC-S. C'est notamment le Maï-Maï Malaika de Kabala basé dans le territoire de Kabambare : « Nous sommes complètement d'accord à déposer les armes si le programme répond aux revendications de notre mouvement ». Les miliciens du général autoproclamé Mandevu, plaident pour la réconciliation entre miliciens avant de penser à autre étape.

Kwilu : des filles et femmes déplacées de Kwamouth bénéficient des kits de dignité. Le Fonds de l'Onu pour la population (UNFPA) a fait ce don en tenant compte de la vulnérabilité des bénéficiaires. Le but est de réduire tant soit peu la précarité de ces femmes jugées plus vulnérables parmi ces déplacées. Elles ont été sensibilisées sur les violences basées sur le genre et sur leur hygiène intime afin d'éviter certaines infections.

Irumu : 10 villages vidés de leurs habitants à la suite des tensions communautaires. Ces habitants fuient les tensions entre les communautés observées à Soleniama à 12 km de Bunia. Tout a commencé lundi dernier quand des jeunes de deux communautés se disputaient le contrôle d'un puits d'or découvert sur place. Ces discussions ont causé une bagarre entre les deux camps et deux habitants étaient morts. Parmi les villages qui sont vidés : Miala, Bamumu, Nzere, Muzibala, Ndibanane et Tokodo. Pris de panique, de nombreux habitants de Ngoy, Ndibe, Kolomani dans les quartiers Mudzipela et Simbilyabo ont fui dans d'autres quartiers au cœur de la ville et au site de déplacés de Kigonze à Bunia. Toutes les écoles, les boutiques et les structures sanitaires sont fermées dans ces entités. **Les notables des communautés Bira et Hema appellent leurs membres à éviter toute violence.** Depuis la tension observée lundi à Soleniama, des initiatives se multiplient pour apaiser la situation. Mais aussi pour prévenir le conflit identitaire entre les membres des 2 communautés. Dans cette perspective, le gouverneur de province a réuni les notables et autorités coutumières de 2 ethnies pour leur implication dans la recherche de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique et met en garde tous ceux qui alimentent ce conflit sous peine d'être poursuivis par la justice.

Kitshanga : la présence des miliciens inquiète la population de cette cité. « C'est la grande confusion à Kitshanga. On ne sait pas qui est qui dans la cité. Plusieurs cas de vol et des tracasseries sont signalés ». Pour la population locale, ces combattants qui disent être venus combattre les M23 devraient aller sur les lignes de front et laisser la population vaquer à ses occupations. Certains habitants quittent Kitshanga pour se mettre à l'abri.

Le M23 se dit prêt à entamer le « désengagement et le retrait ». Le M23 a promis « d'apporter son soutien aux efforts régionaux visant à instaurer une paix durable en RDC ». Ce mouvement rebelle demande également de rencontrer le facilitateur de l'EAC pour des discussions, indique le communiqué.

Butembo : les jeunes engagés à restaurer la sécurité dans la ville. Ils ont levé cette option lors d'une séance de sensibilisation organisée par le Conseil urbain de la jeunesse de Butembo. Cette activité a voulu montrer aux jeunes leur responsabilité et leur rôle à jouer dans la lutte contre l'insécurité qui sévit à Butembo et leur conseille de s'abstenir de la pratique de justice populaire qui impacte négativement sur la situation sécuritaire à Butembo.

Beni : des leaders des jeunes sensibilisés sur leur rôle dans la recherche de la paix. C'était au cours d'un café politique organisé par le Bureau d'étude et d'accompagnement des relations internationales en RDC

(BEARIC), avec l'appui financier de la section des Affaires politiques de la Monusco. A travers cette activité, cette structure a voulu éveiller le patriotisme de ces jeunes dans la gestion de la chose publique.

Sud Kivu : des jeunes volontaires en route pour le centre de formation militaire de Kamina. Avant leur embarquement pour Kamina via Goma, le gouverneur du Sud Kivu les a encouragés et félicités, en présence du commandant de la 33^e région militaire, d'avoir choisi de servir le pays sous le drapeau. Les acteurs de protection des droits des enfants ont retiré 41 enfants (2 filles et 39 garçons) de moins de 18 ans, parmi ces volontaires.

L'ONG CADA propose la suspension de la RDC aux activités de la Francophonie. « En effet, l'organisation internationale de la Francophonie n'a jamais dénoncé ou condamné le Rwanda pour sa part de responsabilité et le soutien qu'il apporte au mouvement terroriste M23 », déplore l'ONG Congo action pour une diplomatie agissante.

La juge Thérèse Mampuya du TGI/Goma et son greffier, toujours recherchés par les services de sécurité. Le procureur général près la cour d'appel du Nord-Kivu a ordonné l'arrestation immédiate de ces deux responsables du tribunal de grande instance de Goma. Ces derniers sont inculpés des chefs de faux en écriture et usage de faux dans le dossier qui oppose en justice la Communauté islamique au Congo à Kaputula Pene Faraj.

Beni : des prestataires de soins en formation sur la prise en charge et l'accès aux soins complets d'avortement digne et sécurisé. L'organisation Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral organise cette activité dans le cadre des seize jours d'activisme de lutte contre les violences basées sur le genre, avec le financement d'IPAS qui s'oriente dans la vulgarisation du protocole de Maputo.

Mongala : journée chômée et payée pour soutenir les Fardc dans toute la province, le 7 décembre. Les écoles, services publics, magasins, marchés n'ont pas ouvert. Une marche de soutien a été organisée avec la participation de toutes les forces vives à l'initiative de l'autorité provinciale.

Rose Mutombo appelle la CPI à traquer les « criminels » opérant dans l'Est de la RDC. La ministre de la Justice a lancé cette invitation au cours de son intervention à la 21^{ème} Session annuelle de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome, tenue à La Haye aux Pays-Bas. Elle a cité entre autres les rebelles du M23 et les ADF.

Beni : 1 civil tué par des rebelles ADF à Kilya et trois motos incendiées lors d'une double embuscade tendue par des présumés rebelles ADF à Mulwa et Kinyambaore, deux villages dans le secteur de Ruwenzori. Les assaillants circulent librement dans la région sans être inquiétés.

Mbuji-Mayi : suspension momentanée des vols sur l'aéroport de Bipemba. Cette mesure a été communiquée aux compagnies d'aviation qui opèrent sur la ligne Kinshasa-Mbuji-Mayi et Lubumbashi-Mbuji-Mayi. Cette suspension momentanée permet de réfectionner certains endroits de la piste de l'aéroport qui se sont dégradés.

Massacre de Kishishe : les ONGDH du Nord-Kivu exigent que l'ONU et le gouvernement congolais saisissent la CPI. Dans une déclaration publiée à Goma, un consortium de huit organisations des droits humains parle notamment du récent massacre de plus de 200 civils à Kishishe. Elles exigent que ce dossier soit porté à la Cour pénale internationale et que soient déployées des forces loyalistes dans cette zone occupée par les rebelles.

Mai-Ndombe : plus de 1 600 personnes vivant avec le VIH sont sous ARV dans les 8 territoires en 2022. Ces statistiques épidémiologiques de 75 aires de santé sur le 310 qui composent la division provinciale de la santé de cette province, ont été rendues publiques par le secrétaire exécutif provincial du Programme national multisectoriel de lutte contre le SIDA (PNMLS)/ Mai-Ndombe. Il a profité de l'occasion pour sensibiliser la population sur les mesures préventives contre cette maladie et a appelé tout le monde à se faire dépister pour connaître son statut.

Sud-Kivu : 300 demandeurs d'asile burundais de Kavimvira transférés vers le camp de Mulongwe. La plupart de ces réfugiés burundais avaient fui les persécutions dans leur pays avant de traverser la rivière pour se retrouver dans la plaine de la Ruzizi. Selon le chef d'antenne de la CNR/Uvira, tous les services congolais ainsi que les acteurs de la société civile locale ont été impliqués dans le processus d'enregistrement, d'identification biométrique ainsi que de transfert de ces demandeurs d'asile burundais vers Mulongwe.

L'Union Européenne et les USA se félicitent de la publication du calendrier électoral par la Ceni et de l'annonce de la date des élections locales, provinciales, législatives nationale et prévues pour le 20 décembre 2023.

Dans leur communiqué, ces partenaires de la RDC encouragent la Ceni à amplifier ses efforts de redevabilité et de transparence afin de renforcer la crédibilité du processus électoral, à travers une coopération étroite avec toutes les parties prenantes concernées, notamment la facilitation, en temps utile de l'accréditation et l'accès aux observateurs, afin d'assurer le bon déroulement des différentes opérations préparatoires. Les partenaires appellent toutes les parties impliquées dans la préparation des prochains scrutins à travailler ensemble pour surmonter les contraintes budgétaires, juridiques, sanitaires, logistiques et sécuritaires identifiées par la Ceni.

Kwango : 13 morts enregistrés parmi les déplacés de Kwamouth. Ces décès sont occasionnés par des conditions inhumaines dans lesquelles vivent ces déplacés. La province du Kwango continue d'accueillir des déplacés qui proviennent du territoire de Kwamouth au Mai-Ndombe. A ce jour, elle compte déjà plus de 30 000 déplacés qui sont pour la plupart dans des familles d'accueil.

Kindu : 25 157 cas des violences basées sur le genre identifiés dans les milieux scolaires, de janvier jusqu'à à novembre 2022. L'ONG Soutien aux actions des femmes indulgentes/Maniema a organisé, à Kindu, une journée de plaidoyer à l'attention des autorités scolaires de la province éducationnelle Maniema. L'objectif visé est de chercher l'engagement de ces autorités dans la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre au Maniema. Surpris, le représentant du ministre provincial de l'Education, promet l'accompagnement de son ministère en sanctionnant les auteurs de ces actes. L'ONG SAFI/Maniema cherche l'appui des autres partenaires pour palier à cette situation car 3% seulement de ces cas sont prise en charge.

Jeudi 8 décembre.

Kitona: Félix Tshisekedi s'imprègne des conditions d'hébergement de nouvelles recrues des Fardc. Ces nouvelles recrues ont répondu à l'appel du Chef de l'Etat congolais qui, depuis un mois, mobilise contre l'agression rwandaise dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Le président de la République a invité les Congolais engagés dans les Fardc et la police nationale au sens de patriotisme et leur a recommandé de bien défendre l'intégrité territoriale et d'assurer la sécurité des Congolais(es) contre toute agression ou attaque d'où qu'elle vienne.

Kasaï-Oriental : les habitants de Bena Tshimungu appelés à vivre dans la paix, le 5 décembre, par le ministre provincial de l'Intérieur. C'était au cours d'un échange, à Mbuji-Mayi, avec deux chefs coutumiers qui se disputaient le pouvoir dans ce coin du pays. Les altercations entre les sympathisants de Didier Tshilewu et ceux de Djem's Kabeya avaient fait, en aout dernier, une vingtaine de blessés ainsi que des dégâts matériels importants.

Plaidoyer pour l'assainissement du centre-ville de Lubumbashi. Selon des sources, des tas d'immondices jonchant certaines artères, des flaques d'eau et des bouteilles en plastiques jetées çà et là rendent le centre de Lubumbashi impropre. Les mêmes sources regrettent que les habitudes autre fois combattues refassent surface, notamment la présence de restaurants de fortunes dans les environs des certains parkings, la présence des marchés pirates où les marchandises sont étalées à même le sol. Le soir, ces marchands laissent derrière eux de l'insalubrité.

Ituri : le gouverneur annonce le renforcement des effectifs militaires à Soleniama. Ces hommes en uniforme auront la mission de rétablir l'ordre et favoriser le retour de la population, après des tensions enregistrées en début de semaine dans cette localité. Le gouverneur a lancé une mise en garde contre les fauteurs de troubles et ceux qui portent illégalement des armes : les réfractaires seront arrêtés et traduits en justice.

La Monusco confirme que les rebelles du M23 ont tué environ 131 civils à Kishishe. « Une enquête préliminaire du BCNUDH et de la Monusco a permis de confirmer que les rebelles du M23 ont tué au moins 131 civils au cours d'actes de représailles contre les populations civiles perpétrés les 29 et 30 novembre, à Kishishe ».

Hormis les tueries, rappelle la Monusco, les rebelles du M23 ont blessé 8 personnes par balles et kidnappé 60 autres à Kishishe et ses environs. « Au moins 22 femmes et 5 filles ont été violées. Ces violences ont été commises dans le cadre d'une campagne de meurtres, de viols, d'enlèvements et de pillages contre ces deux villages du territoire de Rutshuru en représailles à des affrontements entre le M23 et les Forces démocratiques de libération du Rwanda et des groupes armés Mai-Mai Mazembe et Nyatura Coalition des Mouvements pour le Changement».

Des rebelles du M23 auraient enterré eux-mêmes les corps des victimes pour tenter d'effacer des preuves. **La ministre de Justice appelle la CPI à traquer les auteurs des massacres de Kishishe.** C'était à l'occasion de la 21ème session de l'Assemblée annuelle des Etats parties au Statut de Rome en cours, à La Haye. La ministre de la Justice a été chargée, au niveau national, de lancer une enquête nationale et internationale sur ces crimes.

Kitshanga : des femmes leaders appellent à un dialogue communautaire pour la paix. Pour elles, la résurgence du M23 et l'arrivée dans leur cité des milices locales affectent la cohabitation entre les communautés. « Les voisins ne se font plus confiance et les jugements sont réciproques entre communautés ». Certains habitants de cette cité préfèrent carrément abandonner ce milieu pour se mettre à l'abri ailleurs. Ces femmes leaders de Kitshanga estiment que le gouvernement ne devrait pas laisser cette situation perdurer. **Nord-Kivu : pas de combats depuis 4 jours entre les Fardc et le M23**, dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo. Chaque belligérant maintient ses positions. Toutefois, les rebelles seraient en train de renforcer leurs positions avec des troupes supplémentaires, sur l'axe Bwiza, à environ 12 km de Kitshanga.

Audit du fichier électoral : la CENI invitée à recruter un cabinet d'audit expérimenté. «L'ONG Agir pour les élections transparentes et apaisées recommande à la Ceni d'une part de recruter un cabinet d'audit externe expérimenté et crédible. D'autre part, de communiquer à temps réel les résultats du dit audit aux parties prenantes au processus électoral ». Au regard de l'insécurité dans plusieurs zones du pays, AETA a également demandé au gouvernement d'actualiser le cadre légal du plan de sécurisation du processus électoral. Il redoute que l'insécurité et les conflits intercommunautaires entravent le processus électoral dans l'Est de la RDC.

Kinshasa : lancement des activités du Village des droits des femmes. Ces activités sont organisées en marge de 16 jours d'activisme contre les violences sexuelles basées sur le genre. La secrétaire générale au ministère du Genre, Famille et Enfants, a déclaré qu'ensemble nous pouvons mettre fin à la violence contre les femmes et filles. La directrice de l'Agence nationale de lutte contre les violences faites à la femme, a la jeune fille, salue les avancements depuis quelques années en matière de loi sur les violences sexuelles en RDC. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de la femme se propose de poursuivre la lutte aux côtés des structures œuvrant en RDC pour faire valoir les droits des femmes et des jeunes filles.

Ituri : professeur Bungishabaku déplore la persistance de divisions ethniques. Selon ce professeur de l'université Shaloom de Bunia : « Les églises au lieu d'être des facteurs qui unissent sont en train de diviser. L'inégalité est créée parce que les gens ne s'acceptent pas. Au lieu d'œuvrer dans un seul marché, les gens vont dans deux marchés différents et ça affaiblit au lieu de nous aider à avancer ensemble. L'Etat n'est pas capable de protéger la population et quand les populations s'entretuent, elles n'ont personne pour venir en aide. Elles se protègent elles-mêmes et ça crée tous ces groupes armés ». Il l'a fait savoir, à Kinshasa, à la conférence de l'Institut de recherche sur la paix, placée sous le thème : « regard rétrospectif et prospectif pour la pacification et la reconstruction durable de la province », qui a connu la participation des députés nationaux et sénateurs.

Dieudonné Pieme appelle à l'appropriation des projets du Fonds de consolidation de la paix de l'ONU, au lieu d'attendre que l'aide vienne toujours de l'extérieur ». Le Fonds pour la consolidation de la paix est un instrument financier que l'ONU utilise en premier recours pour maintenir la paix dans les situations où un conflit violent risque d'éclater. Le gouverneur du Kasai, a salué la construction de l'école primaire Mulongoy et de la maternité de Miketo dans le cadre de ce fonds pour favoriser la cohabitation pacifique entre Twa et Bantu : « Je trouve que c'est une très bonne chose que les populations qui s'affrontaient hier se trouvent autour d'intérêt communautaire et social. C'est une très bonne démarche pour faciliter leur insertion et la cohésion sociale ».

Kongo-Central : lancement de la campagne agricole saison A à Songololo. Cette campagne concerne plusieurs cultures notamment le manioc et les haricots. Le ministre provincial de l'Agriculture du Kongo-Central a précisé qu'à travers cette campagne, le gouvernement provincial du Kongo-central entend faire de l'agriculture le moteur de développement de cette province. À cette occasion, les semences des haricots et les boutures des nouvelles variétés de manioc ont été distribuées aux agriculteurs du territoire de Songololo.

Situation sécuritaire en RDC : l'UE sanctionne des responsables du M23, ADF, CODECO, FDLR, Mai-Mai et Justin Bitakwira. Le Conseil de l'UE a décidé ce 8 décembre d'ajouter huit personnes à la liste des personnes faisant l'objet de mesures restrictives en raison de la situation en RDC. Les mesures restrictives existantes ont été prorogées pour une durée d'un an, indique un communiqué de l'UE. Au total, 17 personnes font désormais l'objet de mesures restrictives de l'UE, qui ont été prorogées jusqu'au 12 décembre 2023 et consistent en une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et un gel des avoirs. En outre, il est interdit aux citoyens et aux entreprises de l'UE de mettre des fonds à la disposition des personnes inscrites sur la liste.

Nyiragongo : l'école primaire « Lève-toi » dotée de six salles de classe. Ces travaux ont été financés par Moïse Katumbi Chapwe. Cette école primaire accueille 65 orphelins internes et 295 externes qui sont hébergés dans des familles d'accueil et qui sont scolarisés gratuitement.

Beni : des prestataires de soins formés sur les techniques de réanimation. Organisée avec l'appui de la Monusco/Beni, cette formation a pour thème « quelle attitude doit adopter un prestataire de soins pour secourir un malade qui présente un problème d'arrêt cardiaque ». Au cours de cette formation, les participants parmi lesquels des réanimateurs, néonatalogues, urgentistes et infirmiers vont apprendre différentes techniques de réanimation.

Goma : l'Université de Goma inaugure un laboratoire d'analyses et de recherches biomédicales. Ce laboratoire est équipé d'une large gamme de matériel avec une capacité d'accueil de 48 étudiants en médecine pour des séances de service pratique, afin de produire des diagnostics fiables.

Beni : le sous-chef d'état-major des Fardc en charge des opérations évalue les opérations de traque des rebelles ADF. Selon le porte-parole du secteur des opérations Sokola 1, l'objet de sa mission est d'évaluer le niveau des opérations de traque des rebelles ADF et leurs supplétifs dans la région.

Kasaï-Oriental : clôture de la 5e phase de formation de 200 policiers à Tshipuka. Cette formation de 6 mois est assurée dans le cadre du projet de police de proximité et professionnalisation de la police mis en œuvre par l'Organisation internationale des migrations (OIM). La directrice du Bureau international de lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois (INL) qui a financé cette formation a, à cette occasion, énuméré quelques œuvres réalisées dans le cadre du partenariat avec la PNC : « La construction de 11 bâtiments pour les forces de police et de 2 passerelles permettant de désenclaver les quartiers et de sécuriser la circulation des personnes ».

Félix Tshisekedi aux militaires : « Pour nous faire respecter, nous devons avoir une armée forte ». « Le Congo appartient aux congolais et non aux étrangers. Pour nous faire respecter, nous devons avoir une armée forte de sorte que si un ennemi veut s'en prendre au Congo, il aura à faire face à la puissance de feu de notre armée. Et c'est le travail que je suis en train de faire maintenant », a déclaré le Président Tshisekedi, le 7 décembre devant les recrues de l'armée à la base militaire de Kitona, au Kongo-Central. Il les a appelés à se concentrer sur leur formation et leur travail pendant que lui s'occupera de leurs familles et de leurs préoccupations. La base militaire de Kitona a enregistré 10 200 recrues. Le Chef de l'Etat a promis de revaloriser les militaires pour décourager ceux qui veulent perturber la quiétude des Congolais.

Kinshasa : des femmes plaident pour la suppression des barrières à la lutte contre les violences qu'elles subissent dans la société et pour la mobilisation des ressources en leur faveur. Elles ont fait entendre leurs voix dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, au cours d'une matinée d'échange organisée le 8 décembre par le Réseau national des ONG de développement des femmes (RENADEF).

Vendredi 9 décembre.

Djugu : plus de 250 tonnes de café produites par la Coopérative Bblo Kawa pour la saison 2022. Le directeur général de cette coopérative, précise que ces 250 tonnes de café sont produites par 1531 producteurs dans 530 grandes plantations pour cette saison. Il fait remarquer que la Coopérative Bblo Kawa (meilleur café), implantée à Kpandroma dans le territoire de Djugu permet de vendre une autre image de Djugu. Il renseigne que ces producteurs diversifient aussi leurs cultures en produisant des bananes, des pommes de terre, des haricots et du maïs en grande quantité pendant la saison morte pour la production de café.

Kindu : pénurie d'eau potable de la Regideso, depuis trois jours. Les consommateurs recourent désormais à l'eau du fleuve Congo ainsi que des puits, non-traitée, qui les expose aux maladies hydriques. Le directeur provincial de cette entreprise, évoque le manque du courant électrique de la Société nationale de l'électricité et ajoute que, « la Regideso est dans l'impossibilité de se procurer du carburant pour faire fonctionner le groupe électrogène à la suite de l'insolvabilité de certains abonnés qui n'honorent pas leurs factures ».

Lubumbashi : l'UNPC invite les journalistes à ne pas relayer les messages appelant à la haine tribale. Pour le vice-président de l'Union nationale de la presse du Congo, les journalistes doivent plus contribuer à la promotion du vivre ensemble et devraient éviter de propager ce qui est susceptible de briser la cohésion intercommunautaire. Il a révélé que la commission de discipline de l'UNPC est prête à sanctionner tous les contrevenants.

Les Etats-Unis réaffirment leur soutien aux efforts de médiation régionale pour remédier aux tensions dans l'est de la RDC. La représentante des États-Unis auprès des Nations unies et le ministre des Affaires étrangères Lutundula ont discuté du rôle important que joue la Monusco dans le cadre de la protection des civils et de l'assistance au gouvernement de la RDC pour renforcer les principales institutions de gouvernance et de

sécurité. Elle a souligné la nécessité de la poursuite de la présence de la Monusco en RDC jusqu'à satisfaction des critères de retrait conformes aux conditions.

Maniema : le gouverneur appelle la population à se faire vacciner contre la fièvre jaune. Une campagne préventive contre cette maladie devrait démarrer le 12 décembre dans cette province, annonce le ministre provincial de la santé. Cette campagne de vaccination va cibler les personnes âgées de 9 mois à 60 ans.

Rose Mutombo : « La corruption alimente les conflits armés ». La ministre de la Justice déclare « la corruption alimente les conflits et entrave le processus de paix, sapant l'Etat de droit, aggravant la pauvreté, facilitant l'utilisation des ressources et en assurant le financement des conflits armés ». Pour elle, la corruption entrave le développement, la sécurité, la paix et la justice. Cette année, la journée internationale de la lutte contre la corruption est célébrée sous le thème : "Unir le monde contre la corruption pour le développement et la paix".

Fidele Mawete: « La lutte contre la corruption en RDC exige l'implication de toutes les institutions ». « La lutte contre la corruption en RDC exige l'implication de toutes les institutions et surtout de la société civile pour la rendre efficace », a estimé, jeudi 8 décembre, le coordonnateur de la Cellule technique de lutte contre l'impunité, un service spécialisé du ministère de la Justice. Il s'exprimait ainsi à la conférence internationale sur la corruption qui se tient depuis le 6 décembre, à Washington, aux Etats-Unis. Il se dégage des travaux de cette conférence que la justice seule ne saura pas venir à bout de la corruption au regard de la puissance financière des corrupteurs et des corrompus. Ce qui pousse le coordonnateur de la Ligue congolaise de Lutte contre la Corruption à exiger l'implication de la justice congolaise dans l'affaire Glencore, prise comme exemple de corruption à grande échelle, lors de cette conférence. « Toutes les différentes structures doivent travailler de concert. Dès que nous rentrons à Kinshasa, les choses vont bouger. Nous devons impliquer la société civile, toutes les différentes couches de la société. Dans la lutte contre la corruption, il faut savoir dénoncer et pourquoi pas déraciner la corruption ». **Equateur: les régies financières parmi les trois premiers secteurs les plus corrompus (OSCEP).** Pour le directeur provincial de l'Observatoire de surveillance de corruption et de l'éthique professionnelle, le tableau est sombre : « Sincèrement, je dois vous avouer qu'aucun secteur n'a été épargné. En termes de classement, les enquêtes se sont exprimés tout haut et sans ambages en disant qu'il y a des antivaleurs d'abord au niveau des régies financières. Alors que l'argent pouvait bien renflouer les comptes du trésor public. Après les régies financières, on parle de l'enseignement primaire et secondaire. Et même à l'université ! Il y a également le secteur de la santé publique, qui a été visé par les enquêtes. Le détournement des projets alloués à la province, qui ne sont pas exécutés. Ce sont des cas frappants ! Il y a aussi au niveau de la justice. Il suffit que la personne présumée coupable soit inculpée, arrêtée. Demain on paye les frais pour la liberté provisoire, et directement demain on le voit dehors ».

Le ministre de l'Industrie négocie l'installation de l'entreprise sud-africaine Future Life en RDC. Lors de sa visite à l'usine de cette entreprise spécialisée dans l'agroalimentaire à Durban, en Afrique du Sud, le ministre s'est dit « émerveillé par le sérieux de cette société ». Le patron de Future Life a rassuré le Gouvernement congolais qu'elle va accélérer son installation dans certaines zones économiques spéciales congolaises dont celle pilote de Maluku pour commencer avec la transformation locale des produits agricoles.

Beni : les forces conjointes Fardc-UPDF déjouent une attaque des rebelles ADF à Bulongo, dans le secteur de Ruwenzori (Beni). C'est grâce à la vigilance de la population qui a alerté les services de sécurité que cette tentative d'incursion a été déçouée. Depuis les forces conjointes Fardc-UPDF sont à la poursuite de ces rebelles.

Mai-Ndombe : 6 morts dans une attaque d'hommes armés à Nkana sur le fleuve Congo, situé à quelques km de la commune de Maluku (Kinshasa). Le député Guy Musomo plaide pour que des dispositions adéquates soient prises pour mettre fin à cette insécurité. Pour cet élu de Kwamouth, les autorités sont peu actives face à la question de l'insécurité dans la région du grand Bandundu.

Crise dans l'Est de la RDC : le pape s'entretient avec le prix Nobel de la paix, Denis Mukwege. Le pape François a reçu, ce 9 décembre dans la matinée au Vatican, Dr Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018. Les deux personnalités ont échangé notamment sur l'insécurité persistante et la crise humanitaire dans l'Est de la RDC.

Vatican : Denis Mukwege plaide pour des sanctions contre le Rwanda, accusé d'agression de la RDC via les rebelles du M23. Il a fait ce plaidoyer à l'issue de l'audience privée lui accordée par le Pape François au Vatican. Il se réjouit d'avoir rencontré un homme de foi, de paix qui œuvre pour la justice et l'inclusion à travers le monde et dans le contexte particulier avec des crises multiples. Selon lui, le prochain voyage apostolique de Pape

François à Kinshasa est un signal fort : « cette visite, montre tout simplement pour les Congolais l'espoir et la solidarité que le Pape témoigne pour notre peuple, pour un peuple meurtri depuis plus de 25 ans ».

Bunia : les leaders des groupes armés déterminés à ramener la paix en Ituri. Pour les leaders de la Codeco, ils sont déterminés à soutenir les efforts de paix pour permettre aux milliers de déplacés dans le territoire de Djugu de retourner dans leurs villages. Le FPIC estime que le moment est propice pour reconstruire la RDC. Le processus de DDRCS doit être mis en place rapidement insiste, quant à elle, la FRPI.

Lubumbashi : le gouverneur Kyabula appelle à la cohabitation pacifique entre Katangais et Kasaiens.

Cette initiative fait suite à la montée, ces dernières semaines, dans les réseaux sociaux à Lubumbashi, des discours de haine tribale et d'appel à la violence entre ces deux communautés. La mort du prophète Jérémie Doxa Lenge, le 27 novembre à Lubumbashi, dont les auteurs, seraient des taximen motos originaires de la région du Kasai, a contribué à exacerber cette tension. A cela s'ajoute, les récents affrontements entre les jeunes de l'UDPS et ceux de l'UNAFEC qui ont causé la mort de deux personnes et des blessés. Tous ont appelé au calme et ont promis de mettre sur pied un cadre de concertation pour commencer à régler les problèmes qui surgiraient entre eux.

Nyiragongo : la société civile s'inquiète de la montée de la criminalité dans ce territoire. En plus de l'afflux de déplacés, le territoire de Nyiragongo fait face à une forte présence des militaires déployés pour sécuriser la ville de Goma contre la menace du M23, mais aussi plusieurs groupes de bandits et groupes armés locaux. 40 voleurs ont visité plusieurs maisons et emporté plusieurs biens de valeur et causé plusieurs dégâts.

Kwilu : le ministre provincial de l'Intérieur visé par une motion de défiance. Signée par 5 élus provinciaux, cette pétition est initiée trois jours après le meurtre lundi dernier, d'un garçon de 14 ans par des inciviques appelés "Kuluna", dans la ville de Bandundu. Ces députés signataires accusent le ministre d'incompétence et d'incapable de sécuriser la population du Kwilu en général, spécialement cette victime innocente.

Djugu : retour progressif des populations dans les groupements Buba et Mbrbbu. Ce retour est consécutif au calme qui règne dans ces deux groupements depuis le déguerpissement des miliciens de Codeco dont certains ont opté pour le désarmement. Ils notent également la présence des militaires des Fardc dans cette contrée. Du coup, certaines écoles jadis fermées comme celle de l'école primaire Hwala et Sanduku sont à nouveau opérationnelles.

Lubero: des élèves finalistes parcourent plus de 50 km pour relier les centres de capture des photos passeport, dont l'opération s'est clôturée jeudi 8 décembre. Le président de la société civile de l'axe Njiapanda-Mangurejipa, regrette que la capture de photos passeport ait été improvisée dans une contrée d'une superficie énorme. Il a, par ailleurs demandé aux responsables de l'EPST d'améliorer les conditions pour les prochaines opérations de l'Examen d'Etat.

Kindu : lancement de la campagne des soins gratuits des pieds bots au centre AMKA. Le pied bot est la déformation d'un ou de deux pieds, caractérisée par un pied tourné vers l'intérieur. Pour sa part, le coordonnateur du Casting de Hope Walks encourage les parents à amener leurs enfants à temps au Centre AMKA pour qu'ils bénéficient des soins gratuits.

Nord-Kivu : environ 256 cas de choléra recensés en 11 jours dans le site de déplacés de Kanyaruchinya. Selon l'ONG Médecins sans frontières (MSF), ces patients sont admis au centre de traitement du choléra qu'il a installé à Munigi, proche de Goma. MSF note qu'un tiers de ces patients sont des enfants de moins de 5 ans.

Les Congolais appelés à se mobiliser contre la corruption. Selon le président de l'ASHADO, l'Inspection général des Finances et les organisations de la société civile se sont convenu de mettre sur pied un partenariat pour mobiliser et conscientiser les Congolais afin qu'ils s'approprient la lutte contre ce fléau. Le président du Comité scientifique d'élaboration de la politique nationale de justice transitionnelle, a fustigé la nuisance de la corruption. Pour l'IGF, la lutte contre la corruption est une question pas seulement individuelle, mais plutôt collective.

Samedi 10 décembre.

Assemblée nationale : la proposition de loi contre la corruption déposée depuis deux ans n'est toujours pas examinée. Le président du Réseau des parlementaires africains contre la corruption s'est exprimé en marge d'une conférence débat tenue à Kinshasa sur les méfaits de la corruption, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre ce fléau. Il s'interroge sur les raisons qui font que, deux ans après, cette proposition de loi ne fait pas

l'objet d'un débat au sein de l'Assemblée nationale. **L'APLC propose d'insérer au programme de l'éducation nationale un cours de lutte contre la corruption.** L'Agence de prévention et de lutte contre la corruption déclare « nous nous attendons à une forte mobilisation de la population à s'intéresser à cette question de lutte contre la corruption et nous espérons obtenir un changement des mentalités et l'instauration d'une nouvelle culture pour enfin avoir un nouveau type d'homme dans notre pays». La sanction n'est pas le seul remède pour éradiquer ou éliminer la corruption. Il faut préconiser l'aspect préventif. **Likasi : des cas de corruption dénoncés dans l'appareil judiciaire.** Appuyés par les avocats, les justiciables ont tiré à boules rouges sur la magistrature dans ce coin du pays. Les avocats de Likasi ne sont pas restés bouche cousue. Leur doyen a fustigé d'autres griefs qui font ternir l'image de la magistrature à Likasi, où certains magistrats sont accusés de jouer le rôle dévolu aux avocats auprès de certains miniers d'origine étrangère et à qui ils accordent le traitement de faveur.

La Belgique condamne l'assassinat d'un grand nombre des civils à Kishishe et Bambo. La Belgique dit réitérer son soutien aux efforts diplomatiques régionaux, en particulier des processus de Nairobi et de Luanda, qui promeuvent la désescalade et la recherche d'une pacification durable de l'Est de la RDC. **Luanda : Sama Lukonde appelle à la solidarité des Etats de l'OEACP pour condamner l'agression de la RDC par le Rwanda.** Le Premier ministre, a fait cet appel à Luanda où il participe, depuis le 9 décembre, au 10^{ème} sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'OEACP. Il a soutenu que les membres de l'OEACP sont tenus de se soutenir car ils ont un destin commun. Il a saisi cette opportunité pour dénoncer encore une fois l'agression de la RDC par le Rwanda via la rébellion du M23. Il a également défendu la position de la RDC comme « pays solution » face aux multiples méfaits du dérèglement climatique. **La France demande au Rwanda de cesser tout soutien au M23,** et exige à cette rébellion de libérer toutes les localités qu'elle occupe dans l'Est de la RDC. Cette déclaration est de l'ambassadeur Français au conseil de sécurité des Nations Unies. **Nord-Kivu : une accalmie observée sur toutes les lignes de front depuis vendredi.** Bien qu'il n'y ait pas de combat à signaler sur tous ces axes, la population de part et d'autre des zones occupées exprime des inquiétudes quant à un avenir incertain, d'après elles. Toutes les forces à savoir les FARDC et le M23 gardent leurs positions.

Fabrice Puela : « Tous les crimes commis en RDC ne resteront pas impunis et leurs auteurs répondront devant la justice ». Cette déclaration du ministre des Droits humains s'inscrit aussi en marge de la journée internationale des Droits de l'homme, célébrée le 10 décembre de chaque année. « Il est inadmissible que les victimes ne puissent demain croiser leurs bourreaux. Il est inadmissible que les victimes de Kamwena Nsapu qui se comptent en milliers, que ces victimes de Bundu dia Kongo, ceux pour lesquels a, même, été tué notre compatriote Chebeya, ne puissent connaître la vérité sur ces bourreaux, que ces bourreaux ne puissent répondre de leurs actes. Il est important que les auteurs de grands crimes, ceux qui tirent les ficelles, tous ces auteurs doivent répondre devant la justice », a indiqué le ministre Fabrice-Albert Puela.

Un groupe de députés plaide pour le rétablissement de la peine de mort. Pour ces élus des 26 provinces du pays, le rétablissement de la peine de mort pourrait lutter contre la criminalité en RDC. Les pétitionnaires sollicitent la programmation d'une plénière spéciale pour traiter cette question avant la clôture de la session de septembre.

Maï-Ndombe : baisse des violences à Kwamouth (général Bruno Mandevu). « La menace est sensiblement diminuée. Il y a même le retour de la population dans les différents villages. Quand il y a la menace qui diminue, ça ne sous-entend pas que la menace est terminée ». Cet officier des Fardc a assuré que les opérations militaires continuent jusqu'à mettre complètement fin à ces violences et restaurer la sécurité dans cette partie du pays.

Beni : plaidoyer pour le respect des droits des personnes de 3^{ème} âge. La Coalition des femmes défenseuses des droits de l'Homme a appelé aux efforts de tous pour remettre les personnes de 3^{ème} âge dans leurs droits : « Elles ont beaucoup contribué au développement de notre milieu, l'éducation des enfants, etc. et maintenant elles subissent de la maltraitance. Parfois la communauté, les personnes qui détiennent du pouvoir vendent leurs parcelles, leurs champs, sans leur consentement et elles se retrouvent sans appui. Elles n'ont pas de dignité, les gens les considèrent comme des sorcières. Ça nous a tiqué de constater que même les personnes du troisième âge soient victimes de viol. Il faut que chaque personne puisse trouver vraiment sa dignité, sa liberté et la justice ».

Kasaï-Oriental : les chefs coutumiers de Katanda sensibilisés contre la non-violence. Son secrétaire exécutif provincial au Kasaï-central de la Ceni, a indiqué que l'insécurité affaiblit la participation des électeurs à l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs. Il a indiqué que le déplacement des populations fuyant les combats risque de faire perdre à cette circonscription électorale les sièges au cours de l'opération d'identification et enrôlement des électeurs qui intervient bientôt. Les autorités traditionnelles de Katanda ont promis d'inviter leurs administrés à s'enrôler massivement pour permettre à leur entité d'avoir plusieurs sièges.

Mai-Ndombe : le ministre provincial de l'EPST appelle à la lutte contre les antivaleurs. Parmi les mauvaises pratiques recensées dans ce secteur, il a entre autres noté, les perceptions illicites, le monnayage des services et la corruption. Le ministre provincial de l'EPST a en outre reconnu que ces antivaleurs tirent l'éducation vers le bas.

Bukavu : un incendie consume une station d'essence. L'incendie est survenu lors du ravitaillement en carburant du tank dans cette station. Une étincelle s'est déclenchée à partir du tuyau d'un camion-citerne. La maison avoisinante a été sauvée grâce aux extincteurs offerts par un privé qui les vendait dans son magasin juste à côté.

Agression rwandaise : Felix Tshisekedi salue la mobilisation de près de 10 000 nouvelles recrues aux Fardc. Il a exprimé son satisfecit lors de son discours sur l'état de la nation devant les députés et sénateurs, réunis en congrès au Palais du peuple, à Kinshasa. Le chef de l'Etat a encouragé le Parlement à ne pas avaliser le mixage des éléments du M23 dans l'armée, ni dans la PNC. Parlant des échéances électorales, il a souligné et précisé que le respect des cycles électoraux demeure une exigence.

Le chef de l'Etat reçoit le serment des avocats généraux près la Cour constitutionnelle. Parmi ces assermentés 4 prêtent bénéficient d'un second mandat. Tous ces magistrats ont été nommés depuis le 30 juillet dernier.

Dimanche 11 décembre.

La province du Maniema dotée d'un plan opérationnel du P-DDRCS. C'était à l'issue de 4 jours des travaux ayant réuni les acteurs étatiques, non-étatiques ainsi que des partenaires. Les participants se sont servis du plan opérationnel national et du Guide d'élaboration du plan opérationnel pour permettre au Maniema de bénéficier de ce programme. A la clôture de cet atelier, des groupes armés ont réitéré leur engagement à déposer les armes.

Bunia : le rapatriement volontaire de toutes les forces étrangères au cœur de la rencontre MNS et les victimes des atrocités. Cette délégation de la cellule opérationnelle du groupe de contact du Mécanisme national de suivi des accords d'Addis-Abeba (MNS) est composée de 15 personnes en raison de deux délégués de l'Ouganda, de la Tanzanie, de Burundi, du Rwanda et trois congolais. L'objectif de leur mission est de faire le suivi de cet accord pour le rapatriement volontaire de toutes les forces étrangères qui commettent des violences en RDC dont les rebelles des ADF. Cependant, ils ont posé certains préalables notamment l'identification de ces groupes armés, leurs leaders et les pays qui le soutiennent pour la réussite de cette mission.

Bukavu : renforcement des mécanismes de protection des populations civiles à travers l'alerte précoce. La coordination de la Protection civile pour la province du Sud-Kivu avec l'appui de la Monusco, organise successivement une série d'activités dans 4 quartiers de la ville de Bukavu. L'objectif pour la Monusco est d'améliorer la collaboration et la confiance entre les populations civiles et les services de sécurité.

Nord-Kivu : le climat sécuritaire perturbe le déroulement des examens du premier trimestre pour les élèves de Kahe. Le directeur de cette école redoute l'échec de ses élèves, à cause du climat sécuritaire dans lequel ils passent ces examens. Les examens ont commencé avec la participation de la moitié des effectifs. Il demande l'implication du gouvernement pour que la paix soit rétablie et donne ainsi la chance, à tous, de bien étudier.

Tanganyika : le budget de la province pour 2023 évalué à 199 500 000 USD, soit un taux d'accroissement de 66% par rapport au budget rectificatif exercice 2022. Ce projet de budget exercice 2023 est tributaire de recettes à caractère national allouées à la province du Tanganyika. Après la présentation du projet de budget, les députés ont fait des observations, formulé des préoccupations. Ainsi, ils voudraient savoir les raisons pour lesquelles certaines taxes sont désactivées à l'édit budgétaire exercice 2023 par rapport à celui de 2022. C'est notamment dans le secteur des finances avec la taxe sur la vente des plaques minéralogiques des motos. En outre, ce projet de budget a tendance, selon les députés, à privilégier les institutions au détriment de l'intérêt de la population.

Bandundu : un sac de maïs passe de 85 à 165 000 FC, au marché de la ville de Bandundu, chef-lieu de la province du Kwilu. Certains vendeurs attribuent cette situation à la rareté créée par la paralysie des activités champêtres dans le plateau de Bateke, du territoire de Kwamouth. Les agriculteurs et les commerçants n'ont plus accès dans cette partie de Mai-Ndombe qui ravitaillement en grande partie, la ville de Bandundu en ces produits. En outre, les routes de desserte agricole sont devenues presque impraticables en cette saison pluvieuse.

Maniema : les inspecteurs des droits de l'homme dénoncent les conditions inhumaines des détenus. « On assiste même à une homosexualité, la situation des bougies qui est devenue vraiment une règle et les Congolais qui passent un peu de temps là à l'intérieur sont affectés de manière négative. Nous demandons à l'état de réhabiliter la prison, que la justice accélère avec les dossiers parce que les dossiers de deux mois qui font 10 mois, 15 mois c'est que ça crée un engorgement. Cet engorgement plonge la prison centrale dans des situations inhumaines ».

Nord-Kivu : 123 091 déplacés de Kiwanja vivent sans assistance à Lubero et au nord de Walikale voisin. D'après le rapport d'une mission conjointe d'évaluation des organisations humanitaires, menée les 5 et 9 novembre dernier dans la zone, parmi ces personnes, on compte environ six mille familles d'accueil, aussi vulnérables. Selon le rapport, ces familles manquent de nourriture, d'eau potable, d'abris et d'autres besoins de première nécessité. Le rapport fait état de nombreux enfants non accompagnés dans les zones de déplacement, dont une majorité de filles. On note, des cas de viol, rapportés pendant la crise en milieu d'origine, le déplacement et en milieu d'accueil.

Ituri : 3 morts dans une attaque des rebelles Codeco à Djugu et au moins dix ont été blessées. Quatre femmes ont aussi été violées au cours de ces mêmes attaques. Selon des sources de sécurité, ce groupe armé a également incendié plusieurs maisons et pillé des biens dans certaines boutiques.

Rutshuru : les rebelles du M23 accusés de tuer dans les champs les habitants des localités qu'ils occupent. Des habitants qui ont réussi à fuir jusqu'à Kitshanga après l'occupation de leurs villages, affirment que ces rebelles et leurs soutiens, promettent de tuer tout le monde si une perte venait d'être enregistrée dans leurs rangs. Ceux des habitants qui le peuvent, fuient la zone. Ne supportant plus de voir leurs enfants affamés, certains hommes tentent d'aller s'approvisionner dans leurs champs, mais certains ne reviennent jamais auprès de leurs familles, car tués par les rebelles et leurs soutiens.

Plaidoyer pour la subvention de la recherche scientifique à l'UNILU. Le recteur de l'Université de Lubumbashi a plaidé, pour que les entreprises minières subventionnent la recherche dans son institution. Il estime que l'université, à travers la recherche, doit être soutenue pour lui permettre de contribuer de manière significative à trouver des solutions aux problèmes que pose la société dans divers domaines de la vie.

Sud-Kivu : l'activisme des miliciens impacte sur la situation des droits de l'homme. « La situation reste préoccupante malgré les avancées. Nous avons un tableau qui est très sombre parce que, les groupes armés étrangers comme congolais continuent avec la violence armée dans la plupart des territoires du Sud-Kivu qui ont de l'impact sur la dignité humaine ». A noter également, les cas d'incitation à la haine ethnique, tribale et l'insécurité et la population du Sud-Kivu fait face à la crise économique due à l'agression rwandaise.

Kongo-Central : la Division provinciale du Genre déplore la disparité dans la prise en charge des enfants. « Des enfants subissent des violences dans les milieux scolaires, beaucoup d'abus de la part des enseignants, de leurs collègues, soit de nous parents. Les enfants filles ont souvent un bagage d'activités le matin avant d'accéder à l'école. Si elles arrivent en retard à l'école, elles sont punies. Alors que le petit garçon a tous les temps de se préparer et d'arriver à l'école et de suivre les cours dans la quiétude contrairement à la fille » Elle a exhorté les parents de traiter tous les enfants (fille ou garçon) de la même façon.

Le député Iracan déplore la montée de la criminalité à Bunia et ses environs. « Depuis cinq jours on dénombre des morts, des déplacements massifs et nous sommes inquiets parce qu'il n'y a pas une intervention de l'autorité locale. On ne peut pas comprendre qu'une province sous état de siège avec des nombreux militaires, des forces de sécurité, la police, et que cela arrive ». Le gouverneur de l'Ituri affirme que des militaires ont été déployés à la périphérie de Bunia pour rassurer la population contre la manipulation de certaines personnes mal intentionnées.

Kasaï-Oriental : 9 cas de violences sexuelles monitorés en 3 jours. « Nous avons enregistré 9 cas bien documentés et dont les auteurs ont été déférés devant les instances judiciaires pour qu'ils subissent des sanctions prévues par la loi. Et nous nous allons continuer sur notre lancée, disons identifier toutes les victimes, répertorier les cas, et attendre la prochaine édition de l'opération Basadi », a souligné cet officier de la police. Il signale que l'opération d'enregistrement des cas de violences sexuelles se poursuit auprès d'un département du Commissariat provincial de la PNC au Kasaï-Oriental. Il encouragé la population du Kasaï-Oriental à dénoncer de présumés auteurs de viols et autres abus contre les femmes et jeunes filles dans cette province.

Ituri : accrochages entre deux groupes de milices, 18 morts et de nombreuses autres blessées, les 10 et 11 décembre, à Loga et Mbijo, territoire de Djugu. Selon des sources de sécurité, ces assaillants ont également kidnappé 7 personnes à l'issue de ces altercations et ont enregistré des dégâts matériels importants à la suite de ces combats dont le pillage et incendies des maisons et boutiques de cette contrée. A la base de ces accrochages, le meurtre du directeur d'une école de Loga par des présumés miliciens de Zaïre. Ce qui a excité la colère des miliciens de la Codeco dont la victime est originaire. Ces hommes armés ont barricadé le tronçon Katoto-Largu.

Lundi 12 décembre.

Le chef de l'Etat Félix Tshisekedi a assuré, samedi 10 décembre, que le gouvernement congolais «va financer à 100 % le budget du cycle électoral en cours». « Je suis donc heureux et confiant d'affirmer ce jour que l'année 2023 sera essentiellement électorale avec l'organisation des scrutins multiples et à tous les niveaux sur la base du calendrier publié par la Commission électorale nationale indépendante le 26 novembre 2022 », a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat a également invité des Congolais qui remplissent les conditions légales à se faire enrôler massivement dès le 24 décembre 2022. Il a en outre indiqué que le gouvernement est resté ouvert à l'accompagnement de ses partenaires techniques et financiers pour la tenue de ces élections.

Goma : les acteurs socio-politiques s'inquiètent du non-respect de la feuille de route de Luanda par le M23.

Cette feuille de route du 23 novembre dernier prévoyait à ce jour plusieurs étapes, entre autres le désarmement et le cantonnement des combattants du M23 sous le contrôle des Fardc, de la force régionale de l'EAC et du mécanisme de vérification ad hoc avec la collaboration de la Monusco. Le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine, mais aussi le désarmement et le début du rapatriement des groupes armés étrangers opérant sur le territoire congolais, auraient également déjà dû commencer.

Matadi : des femmes micro-entrepreneures reçoivent l'appui du PADMPE. À chacune de ces 1506 femmes, sélectionnées en juillet 2021, le Programme d'appui au développement des petites et moyennes entreprises a remis un téléphone Android 10 pro, contenant toutes les applications possibles dont celles de collecte des données relatives à l'évolution des affaires et du chiffre d'affaires des bénéficiaires. C'est en 2023 que ces 1 506 femmes bénéficieront de la subvention en nature, chacune selon son secteur d'activité, après plusieurs formations organisées à leur intention pour leur permettre de résister face aux difficultés qui minent l'entrepreneuriat.

Les commerçants congolais et rwandais participent à une foire économique à Bukavu. Elle a été initiée par l'ONG "Search for common ground" au couvent des Pères Blancs dans la commune d'Ibanda dans le cadre d'un projet transfrontalier entre la RDC et le Rwanda qui œuvre pour la résolution pacifique des conflits. "L'apport de cette foire commerciale c'est l'amélioration du climat de collaboration entre les petits commerçants du Rwanda et des petits commerçants de la RDC. Il y a ces dialogues et ces opportunités commerciales". Des fruits, des poissons, des poules, de la semoule, du riz, des légumes et d'autres vivres étaient exposés et vendus au cours de cette foire.

Nord-Kivu : la résurgence du choléra à Kanyaruchinya met à mal le système de santé à Nyirangongo. L'alerte a été donnée par l'ONG internationale Médecins sans frontières (MSF) qui appuie l'accès aux soins de santé par les déplacés dans la zone de santé de Nyirangongo. « Entre 26 novembre et 8 décembre, nous avons pu soigner 309 patients qui souffrent de choléra. Les cas ne font qu'augmenter, en moyenne nous avons plus de 20 nouveaux cas par jour ». Le besoin en eau potable est couvert seulement à 10% dans le territoire de Nyirangongo, alors que les conditions hygiéniques, manque de latrines et la promiscuité des déplacés posent un réel problème.

Kinshasa : la société civile environnementale plaide pour l'adoption de la loi relative à l'aménagement du territoire. Le manque de législation, soutiennent les organisations membres de la société civile environnementale, entraîne des incidences sur les droits de tenure des communautés locales et des peuples autochtones pygmées avec des graves conséquences sur leur vie quotidienne. Face à toutes les craintes plausibles, la société civile environnementale recommande d'abord à l'Assemblée nationale de « finaliser l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement du territoire, l'adopter et le transmettre à la chambre haute du Parlement pour une deuxième lecture ». Cette organisation demande, en outre, à ses membres de renforcer le mécanisme de suivi de proximité du processus d'adoption par le Parlement du projet de loi jusqu'à sa promulgation par le Président de la République.

Nord-Kivu : le trafic interrompu sur le tronçon Beni- Kasindi de la RN4 à la suite de l'effondrement du pont Lume. Ce pont de l'époque coloniale est situé à moins 50 km de Beni. Cet arrêt du trafic risque d'engendrer de nombreuses conséquences socio-économiques dans toute la région, d'après la société civile de Kasindi. **L'armée crée une déviation pour permettre le passage des véhicules.** Selon le porte-parole de ces

opérations conjointes Fardc-UPDF, l'entreprise Dott Services est déjà à pied d'œuvre dans un premier temps pour permettre le passage de quelques véhicules en attendant la reconstruction de ce pont, en créant une déviation du côté gauche de la route dans la bananerais. Il rassure également concernant la sécurité sur cette déviation.

Sud-Kivu : grève des transporteurs à Fizi. La grève, décidée par la Synergie des associations de transporteurs, a pour but de réclamer la suppression de certaines barrières, qualifiées d'illégales, disséminées un peu partout sur les routes du territoire de Fizi. Plus de 10 barrières sont érigées entre Makobola et Nyange au sud du territoire. A chaque passage à ces barrières, 500 FC est imposée aux piétons et 5 000 FC aux camionneurs.

Grand Katanga : les élèves de Sakania, Kolwezi et Kamina sensibilisés sur les questions des droits de l'homme. L'objectif étant d'outiller les jeunes élèves sur les notions des droits de l'homme afin qu'ils soient en mesure non seulement de les défendre mais aussi de dénoncer toutes leurs violations. Le président de Justicia Asbl, estime qu'inculquer les notions des droits de l'homme aux jeunes enfants, contribue à en faire de bons citoyens.

Nord-Kivu : des combats signalés entre les rebelles du M23 et les Fardc dans le parc des Virunga à Rusayu. Le M23 chercherait à déborder vers le parc des Virunga pour prendre la direction de Sake, du côté ouest de Goma.

Les Fardc libèrent 12 otages de l'ADF à Irumu et Beni. Cette libération est le résultat des patrouilles des combats organisées par les Fardc dans la région de Zunguluka et Mont Oyo. Ces personnes ont été prises en otage il y a environ une année par les rebelles de l'ADF.

Ituri : plus de 22 000 enfants ratent la vaccination contre la polio à Nyakunde à cause du boycott des notables. Selon des sources concordantes, des agents vaccinateurs ont été déployés dans cette entité sanitaire. Mais ils ont fait l'objet des menaces des membres des communautés locales et même des hommes armés. Ces derniers dénoncent « la communautarisation des postes dans les services de santé. Ils exigent la nomination des autochtones à la tête des zones de santé et des structures sanitaires implantées dans leurs milieux ». Par ailleurs, plusieurs autres enfants n'ont pas pu être vaccinés contre la poliomyélite dans d'autres coins du territoire d'Irumu où les rebelles de l'ADF sont actifs.

Bukavu : 35 mille USD de perte dans l'incendie d'une station d'essence (pétroliers). Sans camion anti-incendie dans cette ville, d'au moins deux millions d'habitants, les opérateurs pétroliers redoutent le pire si des mesures conséquentes ne sont pas prises. L'unique camion anti-incendie de la mairie de Bukavu, qui était un don de la Monusco, est tombé dans un ravin lors d'une intervention, il y a deux ans. Depuis, la ville fait difficilement face aux multiples cas d'incendie signalés régulièrement à travers les quartiers.

Programme des 145 territoires : 412 km retenus à Kongolo dans le Tanganyika. Le coordonnateur provincial pour la mise en œuvre de ce programme, a expliqué : « Dans le programme, nous aurons pratiquement 30 km de route de desserte agricole à réhabiliter, 412 km de route de desserte agricole à entretenir. C'est nos associations qui vont faire ce travail. Et ce n'est pas un travail gratuit, c'est un travail rémunéré ».

Tshopo : accrochages entre deux communautés du quartier Maniema qui se disputent une portion de la forêt. Depuis 9 décembre, les membres des communautés Lengola Batiayoke et Enya Bakonga, se disputent la forêt Batiayoko. « Actuellement nous avons compté dix blessés, il n'y a pas eu mort d'hommes ».

Maniema : marche de la société civile de Punia contre les nominations dans la territoriale. A travers cette action, la société civile protestait contre les dernières nominations des animateurs de la territoriale où aucun natif de Punia n'a été représenté. Interdite par l'autorité locale, cette marche a été étouffée par les forces de l'ordre.

Butembo : inauguration du bloc opératoire de l'hôpital général de Matanda. Il s'agit d'une bâtisse, don de Moïse Katumbi Tchape, président du parti politique Ensemble pour la République, financé à hauteur d'un million USD, tout le matériel technique y compris.

Sama Lukonde : « Mon gouvernement entend collaborer avec les partenaires au développement pour renforcer le système de santé actuel et l'amener vers un système de soins de santé primaire solide qui puisse offrir à toutes les communautés des services de promotion de la santé, de prévention des maladies et de traitement », La journée internationale de la Couverture santé universelle est placée cette année sous le thème : « construire le monde que nous voulons. Un avenir en bonne santé pour tous ».

Sud-Kivu : le BCNDH initie le “dialogue entre juges” pour lutter contre l’impunité dans les zones affectées par les tensions armées. Cet atelier dialogue des juges et magistrats organisé par la cour d’appel du Sud-Kivu avec l’appui du Bureau conjoint des Nations-Unies aux droits de l’homme, vise à faciliter le dialogue entre les magistrats civils et militaires afin d’aplanir les divergences et adopter des recommandations pour améliorer le service judiciaire rendu aux justiciables dans le respect et la protection des droits de l’homme. Ce dialogue entre juges est un espace de débats juridiques pour aussi renforcer la protection des droits de l’homme.

Beni : les conducteurs de motos-taxi dénoncent l’insécurité créée par les groupes armés et les barrières illégales. Ils dénoncent aussi les tracasseries auxquelles ils font face, les arrestations arbitraires sous prétexte que certains conducteurs seraient membres des milices. Face à ces défis énormes, ils demandent au gouvernement de « prendre ses responsabilités pour que ce métier soit rentable » et de libérer « sans condition ni délais de tout taximan avec son engin accusé arbitrairement et sans fondement dans tel ou tel cas n’ayant pas de preuve tangible».

La RDC dénonce la présence illégale des médias pour le compte du Rwanda, dans les zones occupées par le M23. Dans son communiqué du 12 décembre, le ministère de la Communication et de Médias dénonce « de Bunagana à Kishishe en passant par Bambo, dans la chefferie de Bwito, Murimbi en groupement de Tongo et Rutshuru-centre, les journalistes y ont été escortés par des services M23/RDF ». Cette collaboration médiatique M23/Rwanda est une preuve supplémentaire du soutien avéré et inconditionnel du Rwanda aux terroristes du M23 qui sèment l’insécurité dans notre pays, tuent nos compatriotes et violent nos femmes et filles. Selon le même document, le gouvernement congolais est déterminé à engager des poursuites judiciaires contre les responsables des crimes internationaux dont les massacres de Kishishe et Bambo pour réclamer justice et obtenir réparation.

Mardi 13 décembre.

La RDC et les Emirats arabes unis signent un contrat pour lutter contre la fraude minière. Par la signature de ce contrat, les deux parties s’engagent à assainir les secteurs artisanaux de ces deux minerais en créant deux joint-ventures - Primera Gold DRC pour le secteur de l’or artisanal et Primera Metals DRC pour le secteur artisanal des 3T (Étain, Tungstène, Tantale) - devant lutter contre la fraude dans le secteur artisanal de l’or et des 3T en vue de redorer l’image ternie de ces minerais gangrenés par la fraude, la contrebande et l’exploitation illicite dans l’Est du pays. Primera Gold DRC va créer une chaîne de traçabilité de l’or artisanal acceptable à tous les niveaux.

Sommet USA-Afrique : la RDC mettra sur la table le dossier M23/Rwanda (Patrick Muyaya). Le sommet USA-Afrique s’ouvre ce 13 décembre à Washington. La RDC y participe avec son chef d’Etat, Felix Antoine Tshisekedi et une forte délégation composée de plusieurs ministres. Selon le porte-parole du gouvernement de la RDC, l’agression rwandaise à travers le M23 est la principale préoccupation de la délégation congolaise à ce sommet. Le ministre de la communication a souligné qu’il n’était pas exclu une rencontre entre la RDC, le Rwanda et les différents médiateurs pour les processus de paix en RDC à l’instar du président burundais et angolais. 49 chefs d’Etat ainsi que les responsables de l’union africaine participeront à ce sommet de 3 jours à Washington.

Kinshasa : le tribunal renvoie à une date ultérieure le procès de l’APUKIN. Le professeur Antoine Kitombole, ancien président de l’APUKIN accuse son collègue Bokolo d’usurpation de pouvoir après une élection, organisée en juillet 2021, qu’il conteste. Le professeur Bokolo, à son tour, le professeur Kitombole de mauvaise gestion.

Kinshasa : le MJIC plaide pour une gestion basée sur des valeurs chrétiennes. Pour atteindre ce modèle de gestion, le Mouvement des jeunes intellectuels chrétiens, préconise notamment le renouvellement de la classe politique congolaise, estimant que « la crise multiforme qui secoue le pays va de mal en pis ». C’est dans cette perspective de changement de la classe politique que ces jeunes intellectuels ont investi, le même dimanche, un de leurs, Benjamin Tshitadi comme candidat à l’élection présidentielle de 2023.

Kisangani : 22^{ème} édition de la journée mondiale de la philosophie. Le recteur de l’Université de Kisangani, a invité les intervenants « à réfléchir sur les dimensions humaines, morales et citoyennes que devraient avoir aussi bien les formateurs, les gestionnaires que les apprenants afin que les Congolais acquièrent un visage véritablement humain». Pour le président de la SOPHICO « ces journées sont en fait une contribution de la grande famille des philosophes congolais à l’appel du Président de la République à conscientiser, à sensibiliser et

à mobiliser tout Congolais à prendre part à l'effort collectif ou national en vue de gagner différents défis de l'heure... »

Kinshasa : au moins 34 morts et la route nationale numéro 1 coupée à la suite de la pluie. La pluie qui s'est abattue sur la ville de Kinshasa la nuit du 12 au 13 décembre a causé d'énormes dégâts matériels et humains. 34 morts, des maisons et des routes inondées et dégradées. La RN1 est coupée en deux au niveau du quartier Matadi Kibala dans la commune de Mont-Ngafula. Les autorités sont mobilisées pour le rétablissement de la situation.

Le bilan de la pluie de ce mardi à Kinshasa revu à la hausse : 114 morts. Ce bilan lourd est encore provisoire. Des morts causés en majorité par des écroulements de murs, des éboulements de terre, des inondations et quelques-unes, par des électrocutions. La commune de Ngaliema compte 60 morts ; à Mont-Ngafula trente. Selembao compte plus 12 morts. C'est à la suite des écroulements des murs aux quartiers Kipoy, Mbala, Badiadingi et Cité verte. La commune de Kintambo compte 5 morts et à Bandalungwa, quatre personnes ont perdu la vie. Limete a enregistré trois morts au quartier Mateba. Beaucoup de blessés sont dans des centres de santé et hôpitaux.

Dégâts de la pluie à Kinshasa : Félix Tshisekedi demande au gouvernement d'accélérer les travaux de drainage des eaux de pluies. Il leur demande aussi de venir en aide aux victimes de cette catastrophe naturelle. C'est ce qu'indique le message du Chef de l'Etat publié sur le compte twitter de la Présidence de la RDC.

Kinshasa : plusieurs communes privées d'eau de la Regideso après la pluie. La Regideso avait annoncé avoir arrêté trois de ses usines de traitement pour éviter l'entrée de la boue et d'autres déchets solides présents dans les rivières. C'était pour un seul jour, le temps que l'eau des rivières redevient claire. Toutefois, les abonnés qui dépendent de l'usine de la Lukaya devront patienter, le temps que les services attirés de la ville et du pays puissent remblayer la partie érodée de la RN1 à la place dites « en Vrac » à Mont Ngafula, où une bonne partie de son tuyau reste suspendue dans le vide.

Nord-Kivu : la société civile dénonce des actes criminels commis par le M23 à Rumangabo, Biruma et Katala. Le cas le plus frappant est à Biruma où tous les malades ont été chassés brutalement du centre de santé et les infirmiers déshabillés de leurs blouses par ces rebelles avant de sceller cette structure sanitaire. Une femme enceinte a perdu la vie, lundi à Rumangabo, par manque d'assistance médicale car le centre de santé de Katala n'est plus opérationnel. Le 9 décembre quatre localités ont été vidées de leur population sur ordre des rebelles. Plus de 8000 ménages qui venaient de trouver refuge à Buvunga accompagnés par les familles qui les avaient elles-mêmes accueillis ont reçu l'ordre, lundi 12 décembre, de quitter Buvunga sans savoir où aller.

Nord-Kivu : des milliers d'enfants déplacés sont non scolarisés à Kanyaruchinya. La visite aux déplacés de Kanyaruchinya par le promoteur du complexe scolaire « Un nouveau jour » accompagné de ses élèves, leur a permis de palper du doigt la souffrance de leurs compatriotes et apprendre à voler au secours de ceux qui sont dans la difficulté. « Nous sommes en train de réfléchir avec les responsables des camps, des autres Ong pour voir comment nous pouvons nous occuper de ces enfants qui sont pratiquement à l'abandon » et ajoute qu'il était important que les enfants également prennent part à cette visite de distribution des biens aux déplacés afin qu'ils développent une vision communautaire. Un moment de communion, accompagné de chants et de danses.

Lubumbashi : les communautés katangaise et kasaienne appelées à bannir les messages de haine et à la retenue. Mgr Fulgence Muteba a fait allusion aux affrontements survenus, il y a quelques jours, entre les jeunes des partis politiques UNAFEC et ceux de l'UDPS. Ces affrontements ont fait couler le sang et troublé l'ordre public. Il a aussi évoqué les cas de crimes crapuleux et l'insécurité grandissante que connaît la ville de Lubumbashi. « Les conflits ne contribuent point à édifier une société où il fait beau vivre et où le développement tant souhaité au Katanga est possible. En revanche, ils polluent inutilement l'atmosphère sociale, suscitent la haine, brisent le cœur, retardent le progrès et pire encore, n'attirent pas les investisseurs ». Il a exhorté les uns et les autres particulièrement les membres des communautés katangaise et kasaienne à vivre ensemble car tous sont des frères.

Kindu : plusieurs dégâts matériels à la suite d'une pluie diluvienne, le 12 décembre. Des maisons, boutiques, infrastructures scolaires se sont écroulées. Plusieurs maisons ont été submergées par les eaux.

Kasai-Central : reprise des cours à Tshilenge après une grève des enseignants. Cette reprise des cours a été sollicitée par la secrétaire générale de l'Enseignement primaire, secondaire et technique lors de la rencontre avec plus de 350 enseignants des écoles publiques concernées par ce mouvement de grève. Après un mois et demi de grève pour réclamer leurs salaires et une augmentation, les enseignants de 17 écoles ont repris la craie ce mardi matin. Les parents d'élèves s'en réjouissent de voir leurs enfants de nouveau en uniforme bleu blanc.

Kwilu : le ministre provincial de l'Intérieur échappe à une motion de défiance. Sur un total de 35 députés provinciaux, 21 ont voté contre la déchéance du ministre provincial de l'Intérieur et sécurité du Kwilu, 12 ont

opté pour sa déchéance et 2 élus se sont abstenus. Les signataires de cette motion accusent ce ministre de complicité et d'incompétence pour ne pas avoir sécurisé la population face à la criminalité due au phénomène kuluna. Il a rejeté toutes ces allégations.

Bunia : plus de 30 ADF tués par les forces Fardc-UPDF vers Boga, dans la localité de Beu. Le bastion des ADF à partir duquel ils tentaient de se réorganiser dans cette forêt a été détruit par les forces conjointes. Les forces conjointes poursuivent ce mardi 13 décembre, le ratissage de cette zone. **Ouganda : 11 rebelles ADF tués lors de l'attaque de la localité de Bweramure** et 8 autres capturés. Un groupe de rebelles des ADF en provenance de la forêt de Beu a traversé ce mardi matin la rivière Semuliki sur des embarcations pour attaquer la localité de Bweramure. Ces rebelles ont ouvert le feu sur les positions de l'armée ougandaise ainsi que sur des civils. Ces militaires ougandais ont riposté et de violents combats ont éclaté.

Tanganyika : manifestation des déplacés à Kongolo pour réclamer l'assistance humanitaire. Depuis leur arrivée, il y a six mois pour certains, trois mois pour d'autres, ou encore quelques semaines, ces déplacés qui vivent dans des familles d'accueil, disent n'avoir jamais reçu l'aide ni du gouvernement ni des organisations humanitaires.

Butembo : accrochage entre l'armée et des Maï-Maï lors d'une opération de bouclage. Cette opération de bouclage a été lancée au regard de la détérioration de la situation sécuritaire à Butembo, caractérisée par des attaques contre des paisibles citoyens et contre les forces de défense et de sécurité. Aucun bilan de ces accrochages.

Bukavu : 3 millions USD de la Banque mondiale pour l'encadrement des femmes et PME. Ce projet dénommé "Transforme" vise le soutien aux femmes entrepreneures, aux starts up, mais aussi l'accès au financement et le développement de l'entrepreneuriat. « Les secteurs concernés sont l'agro-industrie, l'industrie légère et les services. Il y a des indicateurs de résultats. Par exemple après cinq ans, nous devons créer neuf mille emplois, les PME qui seront soutenues doivent avoir leur chiffre d'affaires accru de plus de 30%, et on doit avoir formé dans cette ville de Bukavu 25 000 femmes » a expliqué le coordonnateur de Transforme.

Mercredi 14 décembre.

Les Conducteurs empruntant la route Kongo-Central-Kinshasa priés de ne bouger que dans 48 h. A la suite de la coupure de la RN1 au niveau de Matadi Mayo à Kinshasa ce 13 décembre, le ministère provincial de l'Intérieur du Kongo-Central recommande aux conducteurs ayant prévu de faire la route du Kongo-central vers Kinshasa de ne pas s'exécuter durant les prochaines 48h. Ceux qui sont sur la route sont priés de garer avant la tombée de la nuit dans un endroit sécurisé en attendant le rétablissement de la circulation. **Trois jours de deuil national après la mort de 120 personnes à la suite d'une pluie torrentielle à Kinshasa.** Selon le vice-Premier ministre de l'Intérieur, le gouvernement prendra en charge les obsèques de toutes les personnes décédées. Des dispositions utiles seront prises pour que les activités funéraires soient organisées par commune pour éviter que les familles n'effectuent de longues distances pour venir à un seul lieu. Le Premier ministre a annoncé le début des travaux de remblaiement et de réhabilitation de la RN1, coupée dans sa partie comprise entre le quartier Matadi Mayo et Mitendi dans la commune de Mont Ngafula. Le gouverneur de la ville de Kinshasa, a appelé les Kinois à une prise de conscience collective. « Ce énième drame nous invite à une prise de conscience collective sur l'impérieuse nécessité de respecter les règles urbanistiques en s'abstenant de construire sur les sites dits non aedificandi, de jeter les immondices dans les rivières et dans les caniveaux dont le rôle est de faciliter notamment l'évacuation des eaux de pluie et non de recevoir des ordures de quelque nature que ce soit. Les constructions anarchiques sur les ouvrages d'évacuation d'eau et sur les lits de rivière doivent absolument cesser ». **Cardinal Ambongo après les dégâts de la pluie : « Il devient urgent que l'autorité urbaine procède aux grands travaux d'assainissement**, de réaménagement, d'urbanisation de la ville de Kinshasa afin prévenir et de minimiser l'ampleur de telles catastrophes naturelles. Notre responsabilité dans la gestion de la commune de notre environnement est aussi engagée ». Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville de Kinshasa dès les premières heures du 13 décembre, ont une fois de plus causé d'énormes dégâts humains et matériels, plongeant ainsi de nombreuses familles et communautés dans la désolation et l'émoi. Le prélat catholique demande également aux dirigeants de prendre leur responsabilité en vue de prévenir d'autres catastrophes.

Nairobi : refus de la société civile de la création d'une zone tempo entre la RDC et le Rwanda. « Nous avons élevé la voix pour demander qu'il n'y ait pas une zone tempo parce qu'une zone tempo risquerait de créer une zone qui deviendrait un jour comme le Swaziland ou Lesotho ou tout autre chose que ça ». Pour le coordonnateur de la société civile de Tanganyika, la société civile a, au cours de ces assises de Nairobi, amené les miliciens de s'inscrire au processus de paix à travers le P-DDRCS. **Nord-Kivu : le M23 assuré de se retirer**

de ses positions sans être attaqué par les Fardc. Ils ont eu cette assurance au cours d'une réunion qu'ils ont eue avec le commandant de la force de l'EAC, les officiers du Mécanisme conjoint de vérification élargie, ceux du mécanisme de vérification ad hoc ainsi ceux des Fardc, à Kibumba, territoire de Nyirangongo. Cette rencontre s'est tenue dans un climat apaisé. **Fardc-M23 : les forces consolident leurs positions au Nord-Kivu**, dans les territoires de Rutshuru et Nyirangongo (Nord-Kivu). La rencontre des autorités militaires de l'EAC, de la CIRGL, des Fardc, de la Monusco et du M23 à Kibumba suscite des réactions diverses au sein de l'opinion locale. Si certains pensent que cette démarche peut apporter une solution, d'autres en revanche sont réservés et disent attendre le retrait concret du M23, dans le Rutshuru.

Célestin Kasereka : « Il n'y a aucune éruption externe du volcan Nyamulagira qui menace la ville de Goma »

En effet, ces rumeurs circulent, depuis deux jours, à travers la ville de Goma. Le directeur provincial de l'Observatoire Volcanologique de Goma (OVG), affirme cependant que le volcan Nyamulagira est en intense activité interne depuis le 6 décembre courant. Il a tout de même recommandé à la population de Goma et ses environs « même si l'activité se passe à l'interne du cratère, il y a propulsion de gaz des produits volcaniques dans l'atmosphère, et cela peut chuter dans des zones habitées. Il faut donc observer strictement les règles d'hygiène, par exemple, laver les légumes et ne pas consommer l'eau de pluie ». Il a par ailleurs assuré que l'OVG dispose désormais des équipements leur permettant de gérer les volcans en temps réel.

Crise à l'Assemblée provinciale de Maniema : les membres du bureau bloqués à Kinshasa. Les membres du bureau de l'Assemblée provinciale du Maniema sont, depuis le 2 décembre, à Kinshasa sur invitation du vice-Premier ministre de l'Intérieur. Le rapporteur de ce bureau s'est dit étonné qu'ils ne soient pas encore reçus par le vice-Premier ministre et ne soient pas pris en charge par l'Etat qui les fait déplacer à Kinshasa. Il a ainsi sollicité l'implication des autorités du pays pour décanter en urgence cette situation.

Sud-Kivu : une dizaine de détenus meurent en 7 jours à la prison de Kamituga. Ces décès sont dus à une maladie diarrhéique qui serait pour certains, le choléra. Cette prison héberge à ce jour plus de 100 détenus.

Bunia : plus de 2 200 détenus bénéficient des soins médicaux gratuits à la prison centrale, dans le cadre d'une campagne de 15 jours que mène l'unité médicale d'intervention rapide des Fardc dans cette prison. 44 prisonniers qui souffraient d'appendicite et d'hernie ont déjà été opérés. Une centaine de détenus malades ont été soignés de pathologies diverses à travers cette campagne. La Monusco a aussi fourni un lot de médicaments à cette structure.

Tshopo : environ 1 500 ménages victimes des inondations à Isangi. La ministre provinciale de la Santé et des Affaires humanitaires de la Tshopo, qui se trouve dans ce coin a remis 400 bâches aux personnes inondées.

Bandundu : début du procès contre 108 présumés auteurs des violences de Kwamouth. Le tribunal militaire de garnison de Bandundu, Bagata et de Mai-Ndombe, poursuit ces présumés pour tueries, incendies des maisons et pillages des biens dans plusieurs villages des territoires de Bagata et de Kwamouth. Parmi eux se trouvent également 28 hommes en uniformes ayant commis des cas de dérapages dans cette partie du pays. Pour la première audience tenue mardi à la tribune centrale de Bandundu, 4 agents de l'ordre ont été appelés à la barre.

Bunia : la profanation des tombes alimente le commerce des ferrailleurs dans la ville. Certains habitants font état de l'ouverture de points d'achat de ferrailles. Ces ferrailles ne sont autres que des croix en fer que des personnes mal intentionnées et en quête du lucre arrachent des tombes pour ensuite les revendre à vil prix. Ces débris de fer ou des croix rouillées sont vendus à 400 ou 500 FC le kilo, puis revendus en Ouganda.

Sommet USA-Afrique : Felix Tshisekedi appelle les USA à maintenir des pressions accrues sur le Rwanda, afin que cesse la violence dans l'Est de la RDC. Antony Blinken et Felix Tshisekedi se sont accordés sur l'importance de la mise en œuvre immédiate du communiqué du 23 novembre du mini-sommet de Luanda sur la paix et la sécurité. Ils font allusion notamment à la cessation des hostilités, au retrait du M23, à la fin du soutien aux groupes armés, à la condamnation discours de haine et la reprise des consultations entre le gouvernement de la RDC et les groupes armés nationaux dans le cadre du Processus de Nairobi. « Nous appelons aussi les pays voisins à respecter le cessez-le-feu et à cesser les hostilités. Nous appelons le retrait du groupe armé, M23 et nous soutenons le gouvernement congolais dans cette situation. Les Etats Unis sont en plein discussion avec tous ces pays concernés dans la crise pour trouver une solution dans la région ».

Equateur : début du déploiement du matériel électoral de la CENI. Ce matériel électoral est destiné à l'enrôlement de plus d'un million d'électeurs dans les 746 centres d'inscription prévus pour cette opération,

contre 618 centres ouverts lors du cycle électoral passé. Le déploiement de ces kits a démarré notamment dans la ville de Mbandaka et les 7 antennes de l'Equateur.

Haut-Lomami : hausse de prix des produits agricoles à Malemba Nkulu. Le prix du maïs en grain y est revu à la hausse depuis plus d'une semaine. Cette hausse de prix touche aussi l'arachide. La dévastation des champs par les éléphants en divagation et le mauvais état des routes font que ces produits soient rares sur le marché. Ajouter à cette situation, les pluies abondantes qui ont inondé des nombreux champs notamment ceux de manioc.

CPI : Bosco Ntaganda transféré à la prison de Leuze-en-Hainaut au Royaume de Belgique pour purger sa peine, ce 14 décembre. « La CPI compte sur le soutien des États pour l'exécution de ses peines et apprécie grandement la coopération volontaire du gouvernement belge dans cette affaire », a déclaré le Greffier de la CPI. Le 7 novembre 2019, Bosco Ntaganda a été condamné à une peine totale de 30 ans d'emprisonnement. Le temps passé en détention à la CPI, du 22 mars 2013 au 7 novembre 2019, sera déduit de la peine. Le 30 mars 2021, la Chambre d'appel de la CPI a confirmé le verdict et la peine dans cette affaire. Ces deux décisions sont définitives.

Nord-Kivu : Constant Ndimba confirme l'épidémie de choléra à Nyiragongo. Le gouverneur militaire du Nord-Kivu confirme 149 cas de choléra sur 300 échantillons envoyés au laboratoire et précise que, c'est depuis octobre 2022 que les cas sont en augmentation. Il sollicite la solidarité du gouvernement national ainsi que des partenaires en faveur des populations du Nord-Kivu, déjà victimes des atrocités.

Nord-Kivu : 2 personnes décédées à Bunagana à la suite des sévices corporels du M23. Ces deux personnes ont été arrêtées avec une quarantaine d'autres à Bunagana, accusées d'avoir boycotté la marche du lundi 12 décembre, pour soutenir ce mouvement rebelle.

Maniema : l'Office des routes suspend momentanément les travaux de réhabilitation des routes. Il s'agit de la route Kindu-Kasongo et Wamaza-Salamabila (Maniema). C'est à la suite des pluies torrentielles qui s'abattent ces jours dans cette zone et qui empêchent le déroulement normal des travaux.

Nord-Kivu : AVOPADECO dénonce la criminalité dans la région minière de Rubaya. L'Association des volontaires pour la paix et le développement communautaire, déplore l'insécurité caractérisée par des tueries et agressions armées contre la population dans l'agglomération de Rubaya. C'est une zone minière située à 60 km de Goma, dans le territoire de Masisi. Ni la police, ni l'armée déployées dans cette zone n'arrivent à défendre la population et ne font d'efforts pour démanteler les réseaux de bandits armés, qui sont nombreux dans cette région.

Sud-Kivu : le chef coutumier de Mwenga alerte sur la dégradation de la route Bukavu-Mwenga. Certains engins mettent désormais deux jours pour parcourir difficilement 120 km. La situation se dégrade une fois de plus pendant cette période pluvieuse. Les engins poids lourds utilisés par des entreprises minières sont à la base de la destruction de la route Bukavu-Mwenga.

Lubero : des miliciens Maï-Maï installés dans le village Kanyandahe. Les membres de la société civile locale qui alertent sur la présence des combattants armés dont l'identité n'est pas encore connue, expriment leur inquiétude face à cette situation qui met en danger les civils au regard des exactions commises par d'autres groupes armés actifs dans la zone. Ils en appellent à l'implication des autorités afin de prendre des mesures nécessaires, pouvant rassurer la population sur sa sécurité dans cette partie sud du territoire.

Jeudi 15 décembre.

La BAD approuve le financement des travaux de la route Kananga-Mbuji-Mayi. Le gouverneur honoraire, encourage ainsi le gouvernement central à ratifier cet accord de financement afin de permettre à la Banque africaine de développement, de débloquer ce fonds dont la première tranche est estimée à 175 millions USD. Il est également persuadé que la réhabilitation de cet axe routier Kananga-Mbuji-Mayi facilitera le trafic entre ces deux villes de l'espace Kasai. « Le budget global est de 650 millions USD. Pour la première phase, la BAD a débloqué 175 millions USD. La première phase consiste au bitumage de la route Kananga Mbuji-Mayi ».

Nyiragongo : la Monusco veut rétablir la confiance avec la population déplacée. Un dialogue social entre la Monusco, la population déplacée à Munigi et les autorités provinciales du Nord-Kivu a été organisé, le 14 décembre, dans la chefferie de Munigi au territoire de Nyiragongo. Le but de ce dialogue est de rétablir la confiance qui a été brisée depuis un certain temps entre les déplacés et la Monusco. En effet, le 1^{er} novembre dernier, un groupe des déplacés à Nyiragongo avait attaqué un convoi des casques bleus de la Monusco, à la

tombée de la nuit à Kanyaruchinya. Ils accusaient ces casques bleus de transporter des rebelles du M23, à la suite d'une rumeur. Deux véhicules avaient été incendiés, par les déplacés de ce site, situé, à quelques km de Goma. Selon le président de la société civile de Rutshuru, la relation doit être rétablie entre la population et la Monusco, surtout en cette période de crise. Pour la cheffe de bureau de la Monusco «je m'engage à restaurer la confiance que nous avons perdue. Nous continuerons à travailler avec le gouvernement, avec les présidents des sociétés civiles, pour apporter ce que vous demandez et c'est la paix. Et nous nous y attèlerons ensemble. C'est l'union qui fait la force. Ne vous laissez pas duper par les informations qui circulent pour nous diviser. Nous continuerons à être là pour vous ».

Kinshasa : le CMD organise une consultation gratuite des cardiopathies congénitales du 14 au 17 décembre. Cette campagne de consultation gratuite des maladies congénitales de cœur chez les enfants, est menée par la Fondation Centre Médical Diamant en collaboration avec des spécialistes en cardiologie venus des États-Unis d'Amérique. Elle concerne les habitants de Kinshasa et ses périphéries.

Kinshasa : des familles passent nuit à la belle étoile après la pluie à Ngaliema. Deux grandes écoles du quartier Mama Yemo ont momentanément fermé à la suite des inondations et projettent de rouvrir le lundi prochain. Au centre Hospitalier Sacré Cœur de Jésus du quartier Mama Yemo, des patients ont, lors de cette averse, eu la vie sauve en s'échappant par le toit. Dans beaucoup d'autres quartiers sinistrés de la ville de Kinshasa, les infrastructures sociales ont été endommagées et plusieurs familles dorment à la belle étoile.

Kananga : l'ONG FMMDI crée un incubateur de paix pour les femmes. Un espace a été ouvert, à Kananga où des ordinateurs, ouvrages, textes de loi et autres supports d'information sont mis à la disposition des femmes. Pour la directrice pays de l'ONG Femme main dans la main pour le développement intégral, ce cadre est un espace créé pour aider la femme et la jeune fille à se former et sur différents mécanismes visant à consolider la paix.

Le Sénat adopte 9 nouvelles lois. Il est prévu que le Senat vote, ce jeudi, la loi du contrôle des établissements de crédit, de lutte contre le blanchiment des capitaux et de la prorogation de l'Etat de siège au Nord-Kivu et en Ituri, le projet de loi portant habilitation du Gouvernement afin de lui permettre à légiférer pendant que le Parlement sera en vacances conformément à la Constitution.

Kwilu : l'ASBL Ureband appelle la population à l'enrôlement massif en vue de prochaines élections en RDC. L'objectif est d'augmenter le nombre des sièges de cette ville dans les assemblées tant au niveau national que provincial. « Vous vous plaignez souvent ne pas avoir beaucoup de choses, de projets, d'avantages politiques. C'est parce que vous n'avez pas beaucoup de candidats aux assemblées. L'occasion vous est donnée pour que vous soyez représentés efficacement. Réveillez tout le monde qui ne s'était pas fait enrôler, à s'enrôler cette fois ci, là où vous habitez pour que cette fois Bandundu ait des députés et qu'elle soit valablement représentée».

Sud-Kivu : les députés provinciaux rejettent le projet de budget 2023 sans l'avoir examiné. Une vingtaine de députés se sont réunis en plénière, après que le vice-gouverneur a refusé venir défendre le projet de budget 2023 ce même mercredi. Le vice-gouverneur a décliné l'invitation indiquant qu'il n'a jamais été notifié pour exercer les fonctions de gouverneur intérimaire, le gouverneur ayant été destitué par un groupe des députés, le 24 novembre dernier. Mais le concerné n'a jamais reconnu cette destitution. Puisque le budget 2023 a été rejeté, la province devra fonctionner avec le crédit provisoire, selon le rapporteur de l'assemblée provinciale.

Rutshuru : le CICR apporte des vivres à 15 000 ménages déplacés. Au moins huit mille ménages déplacés de Kanyaruchinya vont bénéficier chacun d'une demi-ration de 15 jours constituée de 25 kg de riz, 12 kg et demi de haricot, 5 litres d'huile végétale et 500 g de sel de cuisine. Une assistance qui vient soulager ces ménages. Sept mille autres ménages déplacés qui ont trouvé refuge dans le Sud du territoire de Lubero reçoivent, eux aussi, la même assistance dans les grandes agglomérations, comme Kirumba, Mughobwe, et Kaseghe.

Sud-Kivu : la cellule de contact des accords d'Addis-Abeba en visite à Uvira. Après différents contacts avec les autorités, les acteurs de la société civile et les chefs coutumiers lors de la première mission, l'équipe prévoit cette fois-ci de visiter les réfugiés et demandeurs d'asile burundais ainsi que les membres des groupes armés étrangers détenus à la prison urbaine Mulunge d'Uvira. Leur programme prévoit aussi une réunion par téléconférence avec les leaders du groupe armé burundais, RED Tabara et ceux rwandais du CNRD. Les experts constituant ce groupe sont issus de cinq pays de la sous-région : la RDC, la Tanzanie, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda. Leur mission est de proposer aux états concernés, des solutions non militaires à la crise sécuritaire qui secoue l'Est de la RDC depuis plusieurs années.

Beni : des étudiants plaident pour l'amélioration de la desserte en énergie électriques dans les universités. Ils ont fait cette exhortation au cours de la conférence que la Représentation des étudiants du Congo, (REC) Beni a organisée sous le thème : « Défis et opportunité d'accès à l'électricité en province du Nord-Kivu ». Actuellement le réseau de la société Energie du Nord-Kivu (ENK) ne couvre que 40% de toute la ville de Beni.

Lubumbashi : le président du tribunal de commerce démissionne. Le président du tribunal de commerce de Lubumbashi, Laurent Batubenga Ilunga a démissionné de ses fonctions. Il évoque « les pressions qu'il subit de la part de Peter Kazadi », un avocat et proche de la Présidence de la République. Ces pressions concernent l'affaire qui oppose le responsable des entreprises NB Mining Africa et Octavia Limited à Moïse Katumbi. D'après le juge démissionnaire, maître Peter Kazadi voudrait que le juge président s'implique en tant que chef de juridiction «pour aider à priver, un adversaire politique des ressources financières qui lui donneraient les moyens de combattre le régime lors des prochaines élections. Faute de s'exécuter, il risque de perdre son poste ».

Equateur : un drapeau de la République du Congo hissé dans le territoire de Libenge. Après la première tentative, par les Congolais d'en face au mois d'octobre, l'administrateur du territoire de Libenge est allé le faire descendre sur ordre de l'autorité provinciale. Cette fois-ci, il demande l'implication du gouvernement central. Il sollicite le renforcement des effectifs militaires et de logistique en vue de la sécurisation de cette île, appelée Lombe et le village, Wakenze, sur la rivière Ubangi, à 160 km de Libenge centre.

Nord-Kivu : les axes routiers d'intérêt économique coupés à plusieurs endroits. Le gouvernement provincial et son partenaire la Monusco se déploient pour la réhabilitation de certaines infrastructures sur certains axes, mais sont confrontés à certains obstacles, entre autres, l'accès limité dans certaines zones qu'occupent les rebelles.

La RDC exporte vers les Etats-Unis annuellement 300 millions USD en termes de productions. C'est le ministre du Commerce extérieur, qui a révélé ces chiffres à l'issue d'une réunion sur l'avenir de l'AGO, lors de l'ouverture du sommet Etats-Unis-Afrique à Washington. L'AGO est une loi américaine qui accorde une taxation préférentielle à des milliers de productions de l'Afrique subsaharienne exportées vers les Etats-Unis.

Joe Biden discute avec les Présidents de 6 pays africains, dont la RDC, sur les défis liés à la tenue d'élections en 2023.

Le Président américain Joe Biden a échangé le mercredi 14 décembre avec six Président africains dont les pays organisent les élections en 2023, sur les défis liés à la tenue d'élections et à l'exercice du droit de vote. Le Président Biden estime que bien que les élections en elles-mêmes ne soient pas synonymes de démocratie, la tenue d'élections était essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie. « Bien que les États-Unis ne soutiennent aucun candidat ou parti en particulier, ils s'engagent à soutenir les processus électoraux afin de renforcer la démocratie en Afrique. En collaboration avec le Congrès, les États-Unis prévoient de fournir plus de 165 millions de dollars pour soutenir les élections et la bonne gouvernance en Afrique en 2023. Les États-Unis ont fourni près de 50 millions de dollars pour soutenir la société civile et les commissions électorales au Nigeria et en RDC ».

